

CORRIDOR DE L'HYDROGÈNE VERS L'EUROPE

L'Algérie, un acteur stratégique incontournable

Alors que la transition énergétique mondiale s'accélère, l'Algérie s'impose progressivement comme un pivot essentiel du corridor de l'hydrogène vert reliant l'Afrique du Nord à l'Europe. Reconnue pour sa fiabilité, elle apparaît aujourd'hui comme un partenaire stratégique capable de contribuer de manière décisive à la réussite de ce projet d'envergure, devenu crucial pour la sécurité énergétique décarbonée du continent européen. P 3



COMMERCE INTÉRIEUR

Un nouveau marché de gros en préparation

Le projet de réalisation d'un nouveau marché de gros des produits alimentaires à Alger franchit une nouvelle étape, dans un contexte marqué par la volonté des pouvoirs publics de moderniser les circuits de distribution et de renforcer la régulation du marché national. La ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Amel Abdellatif, a confirmé, jeudi, que son département poursuivait activement les démarches nécessaires pour concrétiser cette infrastructure stratégique dans les meilleurs délais.

P 2

DÉVELOPPEMENT AGRICOLE

L'expérience algérienne présentée à Nouakchott

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Yacine El-Mahdi Oualid, a présenté à Nouakchott l'expérience algérienne en matière de développement du secteur agricole. En effet, le ministre, qui a pris part aux travaux de la 34e session de la Conférence régionale de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), qui s'est tenue du 13 au 17 avril courant, a souligné la dynamique que connaît le secteur agricole algérien, à travers sa contribution croissante à l'économie nationale et la maîtrise de l'inflation alimentaire, en sus des investissements structurants dans les domaines de l'agriculture de précision, de l'irrigation au goutte-à-goutte et de l'extension des surfaces agricoles.

P 3

RÉUNION DU COMITÉ MONÉTAIRE ET FINANCIER INTERNATIONAL

Le plaidoyer du Gouverneur de la Banque d'Algérie

Le gouverneur de la Banque d'Algérie (BA) Mohamed Lamine Lebbou a souligné à Washington, lors de la 53e réunion du Comité monétaire et financier international, l'importance pour les politiques financières de renforcer les cadres réglementaires et prudentiels, à suivre de près les risques émergents, tout en œuvrant à la stabilité des prix, relevant qu'une gouvernance internationale solide est essentielle au bon fonctionnement de l'économie mondiale.

P 3

HAUSSE DES PRIX DES LÉGUMES

**Les explications
de l'UGCAA** P 2

FONCIER INDUSTRIEL

**L'AAPI propose
de nouvelles assiettes
aux investisseurs** P 5

VENTE DES MOUTONS IMPORTÉS
POUR L'AÏD EL-ADHA 2026

**Lancement de l'opération de
réservation sur la plateforme
« adhahi.dz »** P 16

TOUR
D'ALGÉRIE
CYCLISTE
L'ANEP
sponsor de
la 26^e
édition

L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité (ANEP) a le plaisir d'annoncer son partenariat en tant que sponsor de la 26^e édition du Tour d'Algérie Cycliste (TAC 2026), qui se tiendra du 17 au 26 avril 2026 et traversera 11 villes algériennes, à savoir : Oran, Tlemcen, Sidi Bel Abbès, Mostaganem, Ténès, Chlef, Hammam Righa, Chréa, Tizi Ouzou et Alger. Placé sous le patronage du ministère des Sports, ce grand événement sportif est inscrit dans le programme de l'Union Internationale de Cyclisme. Il réunira des cyclistes venus d'Algérie ainsi que des continents africain, européen et asiatique. L'ANEP est fière de parrainer le maillot blanc récompensant le meilleur cycliste de moins de 23 ans (U23), et qui sera remis à l'issue de chaque étape. À travers cette initiative, l'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité (ANEP) réaffirme son engagement à soutenir le sport en Algérie, en valorisant les compétences nationales et internationales qui contribuent à la promotion du secteur sportif et à l'encouragement des talents algériens.

COMMERCE INTÉRIEUR

Un nouveau marché de gros en préparation

Le projet de réalisation d'un nouveau marché de gros des produits alimentaires à Alger franchit une nouvelle étape, dans un contexte marqué par la volonté des pouvoirs publics de moderniser les circuits de distribution et de renforcer la régulation du marché national. La ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Amel Abdellatif, a confirmé, jeudi, que son département poursuivait activement les démarches nécessaires pour concrétiser cette infrastructure stratégique dans les meilleurs délais.

Par Réda Hadi

S'exprimant lors d'une séance plénière du Conseil de la nation consacrée aux questions orales, présidée par le vice-président de l'institution, Omar Khemayas, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Nadjiba Djilali, la responsable du secteur a mis en avant une approche participative mobilisant l'ensemble des acteurs concernés. L'objectif est de parvenir à une solution à la fois foncière et technique permettant de lancer effectivement ce projet attendu de longue date. Selon la ministre, la création de ce nouveau marché de gros s'inscrit dans une vision globale de réorganisation des circuits commerciaux. Il ne s'agit pas seulement d'un projet d'infrastructure, mais d'un levier stratégique visant à structurer durablement le système national de distribution. En ce sens, le futur espace devra répondre aux normes juridiques, techniques, sanitaires et sécuritaires en vigueur, tout en intégrant des mécanismes modernes de facturation et de suivi financier. Dans cette perspective, une assiette foncière a été identifiée dans la commune de Birtouta, au sud d'Alger. Toutefois, le lancement du projet reste conditionné par le règlement d'un obstacle administratif majeur, lié au déclassement du terrain de sa vocation agricole. Ce point constitue actuellement un frein à l'avancement du dossier, malgré les efforts engagés pour accélérer les procédures. Au-delà de la question foncière, la ministre a insisté

sur la dimension stratégique de l'organisation des marchés de gros, considérée comme un pilier de la réforme du commerce intérieur. Une telle infrastructure est appelée à jouer un rôle déterminant dans la lutte contre l'économie informelle, phénomène persistant qui perturbe les mécanismes de régulation des prix et de traçabilité des produits. Elle contribuera également à renforcer la sécurité alimentaire, en assurant une meilleure circulation des denrées et une transparence accrue dans les transactions. Par ailleurs, la question des coûts de transport vers les wilayas du Sud a été abordée lors de cette séance parlementaire. Sur ce point, Amel Abdellatif a indiqué que son département travaillait à l'élaboration d'un nouveau système de compensation, basé sur une approche réformatrice intégrée. Cette démarche vise à concilier efficacité économique et transparence dans la gestion des ressources publiques. La nouvelle formule envisagée repose sur une étude technique approfondie prenant en compte plusieurs paramètres, notamment les distances réelles, les contraintes liées aux infrastructures et les coûts effectifs du transport. Une telle révision devrait permettre d'optimiser les mécanismes de soutien et d'assurer une meilleure équité entre les différentes régions du pays, en particulier les zones éloignées. Concernant l'approvisionnement des marchés, la ministre s'est voulue rassurante. Elle a affirmé que les wilayas du Sud connaissent actuellement une stabilité notable en matière de disponibilité des produits de base. Cette

situation est le résultat des dispositifs de suivi mis en place par les directions locales du commerce, qui veillent à anticiper les besoins et à prévenir toute perturbation. Dans le même sillage, la protection du consommateur demeure une priorité pour le secteur. Amel Abdellatif a souligné que des efforts soutenus sont déployés pour moderniser le système de contrôle, en s'appuyant sur des compétences scientifiques et une meilleure coordination institutionnelle. L'objectif est de garantir la qualité des produits mis sur le marché et de préserver la sécurité sanitaire des citoyens. Ce dispositif de contrôle est appelé à évoluer pour s'adapter aux transformations du commerce, notamment avec l'essor du numérique. La ministre a ainsi mis en lumière la nécessité d'étendre les mécanismes de surveillance aux transactions électroniques et aux plateformes de vente en ligne. Le secteur s'oriente vers une intensification du contrôle dans l'espace virtuel, afin de détecter les pratiques frauduleuses et d'assurer le respect des règles commerciales. En définitive, le projet de nouveau marché de gros à Alger apparaît comme une pièce maîtresse dans la stratégie de modernisation du commerce intérieur. En conjuguant infrastructures adaptées, régulation renforcée et outils numériques, les autorités ambitionnent de poser les bases d'un marché plus transparent, plus structuré et mieux à même de répondre aux défis économiques actuels.

HAUSSE DES PRIX DES LÉGUMES
Les explications de l'UGCAA

Face aux récentes fluctuations observées sur les marchés, l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA) se veut rassurante. L'organisation professionnelle affirme que la hausse enregistrée sur certains légumes demeure « limitée » et surtout temporaire, liée à des facteurs conjoncturels plutôt qu'à une tendance durable. Dans un communiqué rendu public, l'UGCAA explique que cette augmentation touche principalement quelques produits comme la tomate, la carotte ou encore l'ail. Elle la qualifie de « hausse circonstancielle et saisonnière », imputable

essentiellement aux conditions climatiques et aux cycles de production agricole. À cela s'ajoute un déséquilibre ponctuel entre l'offre et la demande, qui a contribué à exercer une pression sur les prix. Pour autant, l'organisation insiste sur le fait que la situation globale du marché national reste stable. L'approvisionnement est jugé satisfaisant et ne présente pas de perturbations majeures. La majorité des produits alimentaires, qu'il s'agisse des fruits, des légumes ou des denrées de base, sont disponibles en quantités suffisantes et à des prix considérés comme raisonnables, conformément aux mécanismes

de régulation en vigueur. L'UGCAA met également en avant le caractère cyclique de ces variations, soulignant qu'elles ne sont pas propres au marché algérien. De telles fluctuations sont observées dans de nombreux pays et s'inscrivent dans une dynamique agricole mondiale influencée par les conditions météorologiques et les rythmes de production. Surtout, les perspectives à court terme s'annoncent rassurantes. Selon l'organisation, l'amélioration attendue des conditions climatiques, conjuguée à l'arrivée prochaine de nouvelles récoltes, devrait permettre un rééquilibrage rapide du

marché. Cette évolution devrait se traduire par une amélioration de l'offre et une baisse progressive des prix dans les jours à venir. Enfin, l'UGCAA replace ces variations dans un contexte plus large, marqué par des transformations économiques et des tensions géopolitiques, notamment au Moyen-Orient, susceptibles d'impacter les chaînes d'approvisionnement à l'échelle internationale. Malgré cela, elle considère que les fondamentaux du marché national demeurent solides.

S R.

TINDOUF

Organisation d'un Salon des produits et services algériens destinés à l'export du 24 au 27 avril

Le ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, en coordination avec la wilaya de Tindouf, organisera du 24 au 27 avril 2026 un Salon des produits et services algériens destinés à l'export, a indiqué le ministère dans un communiqué. Placée sous le slogan « Tindouf, porte d'exportation vers les pays de l'Afrique de l'Ouest », cette manifestation s'inscrit

dans le cadre des efforts visant à soutenir les exportations hors hydrocarbures et à renforcer la présence des produits et services algériens sur les marchés africains, notamment en Afrique de l'Ouest. Selon la même source, cet événement économique ambitionne de faire de Tindouf un véritable hub d'échanges commerciaux vers la profondeur africaine, en mettant en avant son positionnement

stratégique en tant que passerelle vers les marchés du continent. Le Salon constituera également une plateforme dédiée à la valorisation des capacités de production nationales dans divers secteurs, tout en offrant un espace propice à la promotion des partenariats économiques et à l'exploration de nouvelles opportunités d'exportation. Cette manifestation représente, en outre,

une opportunité pour les opérateurs économiques de présenter leurs produits, de développer leurs activités à l'international et de nouer des relations d'affaires avec des partenaires africains. Dans ce cadre, le ministère a invité l'ensemble des opérateurs économiques intéressés à prendre part à cet événement à s'inscrire via le lien électronique mis à leur disposition sur son site officiel.

Z R.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Édité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

CORRIDOR DE L’HYDROGÈNE VERS L’EUROPE

L’Algérie, un acteur stratégique incontournable

Alors que la transition énergétique mondiale s’accélère, l’Algérie s’impose progressivement comme un pivot essentiel du corridor de l’hydrogène vert reliant l’Afrique du Nord à l’Europe. Reconnue pour sa fiabilité, elle apparaît aujourd’hui comme un partenaire stratégique capable de contribuer de manière décisive à la réussite de ce projet d’envergure, devenu crucial pour la sécurité énergétique décarbonée du continent européen.

Par Selma. R.

Fort de son potentiel naturel, de ses infrastructures existantes et de sa position géographique stratégique, l’Algérie se place au cœur de la nouvelle carte énergétique euro-méditerranéenne, appelée à jouer un rôle déterminant dans l’économie bas carbone de demain. C’est ce que d’ailleurs, un rapport récent, consulté par la plateforme spécialisée Energy Platform (basée à Washington), a mis en lumière l’importance du South corridor h2 pour le Vieux Continent, qui cherche à garantir des approvisionnements fiables en énergie propre. Dans un contexte marqué par une concurrence accrue entre plusieurs pays européens pour sécuriser des approvisionnements en hydrogène, ce corridor s’impose comme une réponse concrète aux impératifs climatiques et à la nécessité de réduire les émissions de carbone. L’Europe, confrontée à des défis énergétiques persistants, y voit également une opportunité de diversifier ses sources d’énergie tout en renforçant sa résilience. Les atouts de l’Algérie viennent conforter cette dynamique. Située au sein de l’une des zones les plus riches au monde en ressources solaires et éoliennes, elle dispose d’un potentiel considérable pour produire de l’hydrogène vert à grande échelle. Par ailleurs, son réseau gazier, déjà solidement

établi, relie directement le pays à l’Europe, notamment via l’Italie et l’Espagne. Cette infrastructure offre une flexibilité précieuse, permettant soit le développement de nouveaux corridors dédiés à l’hydrogène, soit l’adaptation des réseaux existants pour intégrer progressivement ce vecteur énergétique. L’intérêt croissant des partenaires européens confirme cette orientation stratégique. L’Autriche, en particulier, se distingue par une démarche proactive, mobilisant près de 275 millions d’euros pour soutenir plusieurs projets nationaux liés à l’hydrogène. Vienne ambitionne de se positionner comme un hub de transit et de distribution pour l’Europe centrale et multiplie, dans cette optique, les initiatives diplomatiques visant à accélérer la concrétisation du corridor sud. Les échanges directs entre responsables autrichiens et algériens traduisent ainsi une volonté commune d’inscrire cette coopération dans un cadre structuré et durable. Dans cette configuration, l’Italie occupe une place centrale en tant que point de passage stratégique. À travers sa politique de partenariat avec l’Afrique, notamment dans le cadre du plan Mattei, Rome cherche à renforcer son rôle de porte d’entrée de l’énergie nord-africaine vers l’Europe. Toutefois, la réussite du corridor dépendra largement de la capacité des différents acteurs à coordonner efficacement les infrastructures intermédiaires, en particu-

lier les réseaux de transport italiens. Ce projet s’inscrit dans une évolution plus profonde des relations énergétiques entre l’Europe et l’Afrique. L’Algérie ne serait plus seulement un fournisseur de ressources, mais un partenaire industriel à part entière. Le modèle envisagé repose sur une complémentarité stratégique, combinant, d’un côté, une capacité de production fondée sur des ressources renouvelables abondantes et, de l’autre, des apports en capitaux, en technologies et en débouchés du côté européen. Néanmoins, plusieurs défis demeurent. La concrétisation de ce partenariat suppose la mise en place de conditions équitables, assurant un partage équilibré de la valeur tout au long de la chaîne, ainsi que le renforcement des capacités industrielles locales en Algérie afin de dépasser le stade de la simple exportation d’énergie brute. Enfin, ce projet doit être appréhendé à la lumière d’un contexte géopolitique en pleine mutation. Les perturbations des approvisionnements en gaz russe depuis 2022, conjuguées aux tensions dans d’autres régions stratégiques, ont profondément redéfini les priorités énergétiques européennes. Dans ce cadre, le corridor de l’hydrogène sud ne constitue pas seulement une alternative énergétique, mais également un levier de stabilité et de résilience face aux incertitudes du marché mondial.

ASSURANCES

L’UAR dresse son bilan de 2025

Synthèse S. R.R.

Le marché algérien des assurances poursuit sa dynamique de croissance. À la lumière des résultats publiés par l’Union Algérienne des Sociétés d’Assurance et de Réassurance (UAR), l’exercice 2025 s’impose comme une étape charnière, marquée par une consolidation financière et une accélération des réformes. Dans un contexte économique en mutation, le secteur confirme sa capacité d’adaptation et renforce son rôle dans le financement de l’économie nationale. Les produits globaux de l’Union ont ainsi atteint 268,23 millions de dinars, traduisant une meilleure mobilisation des ressources et une montée en puissance de ses activités. Pour le président de l’UAR, Youcef Benmicia, ces résultats dépassent leur dimension comptable. « L’année 2025 marque une étape importante dans le renforcement du rôle de l’UAR en tant qu’acteur central de structuration, de modernisation et de promotion du secteur assurantiel national », a-t-il souligné, mettant en avant la portée stratégique de ces performances. Cette progression repose sur l’implication des 25 compagnies membres, dont les cotisations ont généré près de 189,7 millions de dinars. À cela s’ajoute le succès de la 3^e Conférence Arabe des Actuaire organisée à Alger, qui a contribué à hauteur de 53,3 millions de dinars aux ressources de l’Union. Cet événement

a renforcé la visibilité internationale du marché algérien et confirmé son ancrage dans les dynamiques régionales de développement des expertises actuarielle et technique. Dans ce contexte, l’UAR a poursuivi son rôle d’accompagnement dans un environnement de plus en plus exigeant. « Dans un contexte caractérisé par des exigences accrues en matière de gouvernance, de conformité et de performance, l’Union a poursuivi avec détermination sa mission de fédération de ses membres », a affirmé Youcef Benmicia. Cette orientation traduit une volonté de hisser le marché national aux standards internationaux, notamment en renforçant la transparence et la gestion des risques. Parallèlement, l’Union a intensifié ses investissements dans ses missions de représentation et d’appui aux réformes. Les services extérieurs, qui représentent plus de 65 % des charges, témoignent de cet engagement en faveur de la modernisation du secteur. « La dynamique engagée autour de la digitalisation, de la cybersécurité et de l’innovation témoigne de notre volonté d’inscrire durablement l’assurance algérienne dans les standards internationaux », a-t-il ajouté. L’exercice 2025 se distingue également par l’avancement de plusieurs chantiers structurants. La transformation digitale constitue un axe majeur, illustré par la mise en place de l’attestation d’assurance numérique grâce à une connexion directe au

Fichier National des Véhicules Assurés. Cette avancée marque une étape importante dans la dématérialisation des services et l’amélioration de l’expérience des assurés. Dans le même temps, une réforme technique d’envergure a été engagée autour de la Convention d’Indemnisation Directe de l’Assuré. La révision de dix-sept articles vise à simplifier les procédures et à réduire les délais d’indemnisation, contribuant ainsi à renforcer la confiance des assurés et l’efficacité du système. L’UAR s’est affirmée comme un partenaire clé dans l’évolution du cadre réglementaire. En participant aux travaux d’élaboration de la nouvelle loi sur les assurances, elle contribue activement à la refonte de l’écosystème assurantiel national, avec l’ambition de mettre en place un cadre plus moderne et mieux adapté aux mutations en cours. Pour Youcef Benmicia, ces avancées sont avant tout le fruit d’un effort collectif. « Les réalisations de l’exercice écoulé traduisent l’engagement de l’ensemble des compagnies à œuvrer pour un marché plus solide, plus innovant et mieux adapté aux enjeux économiques et sociétaux », a-t-il affirmé. Fort de ces acquis, le secteur aborde l’année 2026 avec des perspectives ambitieuses. L’objectif sera de consolider les réformes engagées, d’accélérer la transformation digitale et de renforcer davantage la contribution du marché des assurances au développement de l’économie nationale.

DÉVELOPPEMENT AGRICOLE

L’expérience algérienne présentée à Nouakchott

Le ministre de l’Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Yacine El-Mahdi Oualid, a présenté à Nouakchott l’expérience algérienne en matière de développement du secteur agricole. En effet, le ministre, qui a pris part aux travaux de la 34^e session de la Conférence régionale de l’Organisation des Nations unies pour l’alimentation et l’agriculture (FAO), qui s’est tenue du 13 au 17 avril courant, a souligné la dynamique que connaît le secteur agricole algérien, à travers sa contribution croissante à l’économie nationale et la maîtrise de l’inflation alimentaire, en sus des investissements structurants dans les domaines de l’agriculture de précision, de l’irrigation au goutte-à-goutte et de l’extension des surfaces agricoles. Lors de son intervention au cours d’une table ronde de haut niveau placée sous le thème « Analyse prospective : les moteurs et les déterminants de la transformation des systèmes agricoles et alimentaires en Afrique », le ministre a également évoqué les succès réalisés, notamment en matière d’électrification des exploitations agricoles, permettant ainsi de généraliser l’utilisation des techniques modernes et d’améliorer la productivité, outre le développement de l’agriculture saharienne, devenue un pilier essentiel pour atteindre la sécurité alimentaire, en s’appuyant sur les systèmes d’irrigation à pivot central et l’énergie solaire. Il a ajouté que les progrès réalisés en matière de mécanisation agricole ont contribué à l’augmentation de la productivité et à la réduction du recours à la main-d’œuvre traditionnelle, comme en témoignent les niveaux appréciables d’autosuffisance atteints dans plusieurs produits agricoles. M. Oualid a également abordé, dans son intervention, les différents défis auxquels fait face le continent africain en matière de sécurité alimentaire, à la lumière de la persistance des taux de malnutrition et de la hausse du coût des régimes alimentaires sains, face à la limitation des investissements et à l’insuffisance des financements destinés au secteur, en dépit de son importance dans l’emploi d’une grande partie de la main-d’œuvre. Dans ce contexte, il a insisté sur la nécessité d’une action collective « urgente » à travers la coordination des politiques, le renforcement des investissements et l’adoption de solutions innovantes et durables. Il a également affirmé que le continent africain dispose de potentiels considérables, tant en termes de ressources naturelles que de capacités humaines, ce qui fait de la transformation de ses systèmes agricoles et alimentaires une « opportunité réelle », soulignant l’importance de renforcer la gouvernance, de développer la conscience alimentaire, de garantir une distribution plus équitable des richesses et d’accélérer l’innovation technologique dans le secteur. Sur le plan de la coopération internationale, le ministre a réaffirmé l’engagement de l’Algérie à renforcer la coopération Sud-Sud, en tant que mécanisme d’échange d’expertises et de construction de partenariats fondés sur l’intérêt mutuel, notamment dans les domaines de l’agriculture en zones arides, de la gestion des ressources en eau et du développement des chaînes de valeur. Soulignant l’importance de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) pour soutenir l’intégration économique et renforcer les échanges interafricains, le ministre a appelé à intensifier les investissements dans le secteur et à lier les visions prospectives à des mesures concrètes, tout en impliquant les jeunes et les femmes au cœur de la transformation agricole pour réaliser un développement durable et une sécurité alimentaire inclusive sur le continent.

Synthèse Z R.

RÉGULATION ET ORGANISATION DE LA COMMERCIALISATION DES MÉDICAMENTS

Le ministre de l'industrie pharmaceutique reçoit le président de SNAPO

Le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Ouacim Koudri, a reçu, jeudi au siège de son département ministériel, le président du Syndicat national des pharmaciens privés (SNAPO), Sami Tirache, accompagné de membres du bureau national, et ce à la demande du syndicat, a indiqué un communiqué du ministère. Lors de cette rencontre, les deux parties ont abordé des préoccupations professionnelles liées à l'activité du pharmacien, et examiné les voies à même d'organiser et de réguler l'opération de commercialisation des médicaments, en vue de garantir leur disponibilité et de faciliter l'accès aux médicaments pour les patients. Au terme de la rencontre, le premier responsable du secteur a souligné l'attachement de son département à poursuivre la coordination et la concertation avec les différents partenaires professionnels, afin d'assurer la disponibilité des médicaments et d'améliorer la qualité des services pharmaceutiques offerts aux citoyens.

R. E.

MATIÈRES PREMIÈRES
Les cours de l'aluminium et de l'or en hausse

Le cours de l'aluminium a atteint son plus haut niveau depuis mars 2022 cette semaine, avant de ralentir nettement sa hausse vendredi. Dans l'après-midi, une tonne d'aluminium coûtait 3.539,50 dollars, contre 3.489,50 dollars sept jours plus tôt à la clôture. Le cours de l'or a progressé cette semaine aussi. Vendredi, l'once d'or (31,1 g) s'échangeait à Londres à 4.875,46 dollars, contre 4.749,75 dollars à la clôture de la semaine passée. Le cours du coton est monté cette semaine, poussé par une sécheresse aux Etats-Unis et la hausse des prix du pétrole.

APRÈS LE PARACHÈVEMENT DES TRAVAUX DE MAINTENANCE ET DE RÉNOVATION

Le car-ferry Tariq Ibn Ziyad de retour en Algérie

L'Entreprise nationale de transport maritime de voyageurs (ENTMV) a annoncé, dans un communiqué, le retour du car-ferry "Tariq Ibn Ziyad" en Algérie, après le parachèvement des travaux de maintenance et de rénovation réalisés dans un chantier naval en Grèce pendant plus de deux ans. A l'occasion de son accostage au port d'Alger, et sur instruction du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, M. Saïd Sayoud, le secrétaire général

du ministère, Djamel-Eddine Abdelghani Dridi, a effectué une visite d'inspection du ferry, où il s'est enquis des différents compartiments et des travaux de rénovation ayant touché l'ensemble des espaces voyageurs, des équipements de sécurité ainsi que de la salle des machines. Après avoir félicité l'équipe chargée de l'opération de rénovation du navire, le SG a souligné la nécessité d'offrir les meilleurs services aux passagers lors de sa mise en exploitation commerciale, et d'assurer un

entretien régulier afin de préserver son état technique et opérationnel, ajoute la même source. Il a également insisté sur la nécessité de prendre toutes les mesures requises pour la réussite de la saison estivale 2026, de manière à répondre aux attentes des voyageurs, notamment les membres de la communauté nationale à l'étranger, conclut le communiqué de l'entreprise.

APS

AÉRONAUTIQUE

Boeing booste sa production de satellites pour répondre à la "demande croissante"

Le constructeur aéronautique américain Boeing a annoncé jeudi une hausse de sa capacité de production dans le domaine spatial, ainsi qu'un élargissement de sa gamme de satellites, pour répondre à la "demande croissante" des gouvernements et des entreprises. Cette décision, précise le groupe dans un communiqué, doit permettre

à sa filiale Millennium Space Systems de "remplir ses engagements actuels et de faire face à la demande croissante dans les marchés de la défense et commerciaux". Boeing compte ainsi livrer 26 satellites en 2026, contre 11 en 2025 - un record depuis 2000 -, en procédant à des investissements non quantifiés dans les infrastructures et les pro-

cessus de production. L'objectif est également de proposer davantage de flexibilité dans les engins proposés, avec le Resolute en particulier. Ce nouveau satellite de classe moyenne est décrit comme étant plus rapide et plus flexible qu'un appareil plus grand et comme disposant de davantage de possibilités qu'un engin plus petit.

En associant l'expertise de Boeing en matière de cargaisons et de missions et celle de Millennium dans la fabrication, "les équipes peuvent augmenter la production tout en élargissant la gamme des options prêtes à l'emploi", a expliqué Boeing, qui est présent dans l'industrie des satellites depuis plus de 60 ans.

R. E.

PROGRAMME D'IMPORTATION DE 10 000 NOUVEAUX BUS

L'ETUSA réceptionne 102 bus

Le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports a annoncé dans un communiqué que l'Entreprise publique de transport urbain et suburbain d'Alger (ETUSA) a réceptionné 102 nouveaux bus sur un total de 320, livrés par l'Etablissement de développement de l'industrie de véhicules (EDIV) de Rouiba, relevant de la Direction des fabrications militaires.

Cette opération qui vient en application des directives du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour le renouvellement du parc national des bus de transport de voyageurs avec 10 000 nouveaux bus importés, sous la supervision du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, s'inscrit dans le cadre du soutien et de l'amélioration de la qualité du service public, à travers la fourniture de moyens de transport modernes garantissant

confort et sécurité aux citoyens. Lors de cette opération qui a eu lieu mercredi, 102 bus, dont 32 d'une capacité de 100 passagers et 70 bus de 37 places, ont été réceptionnés, précise la même source. La réception de ces nouveaux bus se poursuit dans les différentes wilayas du pays, dans le but de "généraliser et renforcer le service de transport public à l'échelle nationale", ajoute le ministère dans son communiqué.

APS

MONNAIE

Le dollar en baisse face à l'euro

Le dollar était en repli vendredi en cours d'échanges, après plusieurs séance de hausse, dans un marché toujours sous l'effet de facteurs géopolitiques. La devise américaine lâchait 0,15% à la monnaie unique européenne, à 1,1799 dollar pour un euro, et reflueait de 0,08% face à la livre sterling, à 1,3538 dollar. Par ailleurs, les demandes initiales d'allocations chômage publiées jeudi ont chuté cette semaine aux Etats-Unis à 207.000, un chiffre inférieur à la prévision médiane des économistes sondés par Bloomberg, de 213.000.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 16 افريل 2026
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 16 Avril 2026

Prix du détail ¹			أسعار التجزئة ²			
DA / Kg			دج / كلف			
Produits		معدل	أعلى	أدنى	المنتجات	
		Moyenne	Maximum	Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	63	72	54	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	228	246	211	الطماطم	
	Oignon sec	98	109	88	البصل الجاف	
	Ail sec	857	970	744	الثوم الجاف	
	Ail vert	216	245	187	الثوم الاخضر	
	Carotte	129	143	116	الجزر	
	Navet	118	131	105	اللفت	
	Petit pois	203	226	180	الجنينة	
	Fève verte	116	133	99	الفول الاخضر	
	Courgette	122	137	107	الكوسة	
	Haricot vert	310	339	280	الفاصولياء الخضراء	
	Laitue	124	139	109	الخس	
Fruits frais	Orange	269	323	216	البرتقال	فواكه طازجة
	Citron	206	232	180	الليمون	
	Pomme locale	443	543	343	التفاح المحلي	
	Datte	503	630	377	التمر	
	Banane	445	461	430	الموز	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1970	2117	1824	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	375	388	363	الدجاج	
	Œufs (Unité)	17	18	16	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	97	103	91	حليب البقر (لتر)	

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Not %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	345,00	NC	0,00	0,00	-13,34	6,09	10,14	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	NC	0,00	0,06	-0,69	9,00	5,56	0	0,00
BIOPHARM	BIO	2 503,00	NC	0,00	0,03	1,49	6,65	6,39	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 148,00	2195,00	+2,19	-1,18	-3,24	10,47	5,69	1000	2 195 000,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-5,95	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	420,00	NC	0,00	0,00	3,44	3,97	5,00	0	0,00

RÉUNION DU COMITÉ MONÉTAIRE ET FINANCIER INTERNATIONAL

Le plaidoyer du Gouverneur de la Banque d’Algérie

Le gouverneur de la Banque d'Algérie (BA) Mohamed Lamine Lebbou a souligné à Washington, lors de la 53e réunion du Comité monétaire et financier international, l'importance pour les politiques financières de renforcer les cadres réglementaires et prudentiels, à suivre de près les risques émergents, tout en œuvrant à la stabilité des prix, relevant qu'une gouvernance internationale solide est essentielle au bon fonctionnement de l'économie mondiale.

Par R E/APS

Dans une déclaration prononcée au nom de l'Algérie, le Ghana, la République islamique d'Iran, la Libye, le Maroc, le Pakistan et la Tunisie, M. Lebbou a noté lors de cette rencontre (16-7 avril) qu'"une gouvernance internationale solide demeure essentielle au bon fonctionnement de l'économie mondiale. Des cadres multilatéraux efficaces peuvent contribuer à réduire la fréquence et la gravité des chocs en facilitant des ajustements de politiques coordonnés et ordonnés". Il a précisé que dans le sillage de l'incertitude qui caractérise l'économie mondiale suite à la situation au Moyen-Orient "la politique monétaire doit demeurer résolument axée sur la stabilité des prix. Un renforcement de la flexibilité du taux de change peut aider les économies à absorber les chocs, en particulier dans les pays importateurs de produits alimentaires et d'énergie confrontés à des pressions sur la balance des paiements". Quant aux politiques budgétaires, elles doivent viser à renforcer les politiques monétaires "tout en continuant de protéger les ménages vulnérables, en particulier à mesure que la hausse des prix alimentaires accroît les risques d'insécurité alimentaire et de pauvreté. Dans le même temps, les mesures doivent s'inscrire fermement dans des cadres budgétaires crédibles à moyen terme et faire l'objet d'une communication claire afin de préserver la crédibilité de l'action publique. Lorsque des recettes additionnelles existent, elles devraient être utilisées pour reconstituer des marges de manœuvre budgétaires". Evoquant les politiques financières, elles doivent viser à renforcer les cadres réglementaires et prudentiels, ainsi qu'à suivre de près les

risques émergents, en particulier les risques liés à la numérisation financière, y compris les crypto-actifs, ainsi qu'aux institutions financières non bancaires, doivent être pleinement compris et efficacement atténués. S'agissant des répercussions de la situation au Moyen-Orient, M. Lebbou a noté que les résultats de croissance devraient demeurer très contrastés selon les pays, reflétant des différences dans l'importance relative des canaux de transmission et dans les caractéristiques structurelles sous-jacentes. Cette divergence est susceptible de s'accroître dans les économies présentant des vulnérabilités budgétaires et extérieures préexistantes. Il a ajouté dans ce contexte que les perspectives de croissance mondiale demeurent extrêmement incertaines, en raison de cette escalade, affirmant que les retombées comprennent notamment les chaînes d'approvisionnement mondiales et les marchés financiers, en plus des marchés traditionnels de l'énergie et que la croissance mondiale devrait s'affaiblir davantage, tandis que les pressions inflationnistes se renforcent. Soulignant le rôle de l'Algérie pour contribuer activement au soutien du marché de l'énergie et accroître ses exportations de gaz naturel vers l'Union européenne, le gouverneur a relevé que certaines économies ont subi de lourds dommages, en particulier aux infrastructures énergétiques, ces pertes l'emportent de loin sur les éventuels gains liés à la hausse des prix de l'énergie, en particulier compte tenu des effets des sanctions qui restreignent l'accès au commerce international et aux marchés financiers. Par contre, les économies importatrices d'énergie subissent des effets défavorables à travers l'alourdissement de leur facture d'importation, ce qui pèse sur leurs équilibres budgétaires et

extérieurs. Ces pressions peuvent être aggravées par des canaux supplémentaires, tels qu'une baisse des envois de fonds, un recul des recettes touristiques, un durcissement des conditions financières et un ralentissement des entrées de capitaux. D'autre part, M. Lebbou a salué, au nom du même groupe de pays, le rôle du FMI dans la gouvernance économique mondiale, notant avec satisfaction les travaux du FMI sur le traitement des déséquilibres extérieurs excessifs dans les grandes économies et soulignons l'importance d'intégrer systématiquement l'analyse du secteur extérieur dans la surveillance, y compris l'évaluation des retombées des politiques menées dans les économies d'importance systémique, sur les pays plus petits et plus vulnérables. "Nous nous félicitons du Programme d'action mondiale de la Directrice générale, qui garantit un soutien durable du FMI aux pays membres à travers les conseils de politique économique, le développement des capacités et l'assistance financière. Nous prenons note des examens de politique majeurs actuellement en cours, notamment l'Examen global de la surveillance, l'Examen du Programme d'évaluation du secteur financier, l'Examen de la conception des programmes et de la conditionnalité, ainsi que l'Examen de la politique d'accès exceptionnel, et nous attendons avec intérêt leur achèvement en temps opportun afin de renforcer davantage le cadre institutionnel du Fonds", a-t-il ajouté. Le gouverneur de la BA a exprimé aussi l'appui du groupe aux "Principes directeurs de Diriyah sur la réforme des quotes-parts et de la gouvernance", soulignant la nécessité de poursuivre les progrès dans le programme de réforme de la gouvernance du Fonds.

FONCIER INDUSTRIEL

L’AAPI propose de nouvelles assiettes aux investisseurs

Par Zahir R.

L'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) poursuit la mobilisation du foncier industriel à travers la mise à disposition de nouvelles assiettes aménagées dans plusieurs wilayas du pays. Cette démarche s'inscrit dans une stratégie visant à renforcer l'attractivité économique, à répondre à la demande croissante des investisseurs et à moderniser la gestion du foncier via la plateforme numérique dédiée, unique canal d'accès aux terrains industriels. Dans un communiqué rendu public jeudi dernier, l'AAPI a annoncé la disponibilité d'assiettes foncières aménagées pour accueillir des projets d'investissement au niveau de plusieurs wilayas. Selon l'AAPI, ces terrains sont désormais proposés dans plusieurs zones industrielles stratégiques, notamment à Constantine (zone industrielle d'El Douames), Sidi Bel Abbès (zone industrielle de Ras El Ma), Tlemcen (zone industrielle d'El Aricha), Djelfa, Médéa (zone industrielle de Boughzoul) et Tiaret (zone industrielle de Zaaroura). Cette opération s'inscrit dans une logique de rééquilibrage territorial et de promotion de l'investissement à travers l'ensemble du territoire national. L'objectif de cette démarche est double : d'une part, identifier les besoins réels des investisseurs en matière de foncier économique, et d'autre part, orienter l'affectation des terrains en fonction des projets proposés. À cet effet, l'AAPI a invité les porteurs de projets à exprimer leurs intentions d'investissement via des liens électroniques dé-

diés, permettant un recensement préalable des demandes avant la publication officielle des assiettes sur la plateforme numérique de l'investisseur. L'Agence précise que cette plateforme constitue désormais l'unique canal de dépôt des demandes d'octroi de foncier industriel, un dispositif conçu pour garantir plus de transparence, de traçabilité et d'efficacité dans le traitement des dossiers d'investissement. Une offre foncière nationale en forte expansion Dans le même registre, le ministre de l'Industrie, Yahia Bachir, a révélé lors d'une séance plénière au Conseil de la nation que l'offre foncière industrielle a connu une évolution significative depuis le lancement de la plateforme numérique de l'investisseur. Selon les chiffres avancés, le nombre total d'assiettes foncières proposées a dépassé les 1.670 unités, couvrant une superficie globale de plus de 3.000 hectares répartis à travers le territoire national. Parmi ces terrains, 1.427 assiettes sont destinées à des projets industriels, comprenant 2.274 parcelles, pour une superficie estimée à 2.850 hectares. Le ministre a également précisé que 1.377 assiettes sont situées dans des zones industrielles et zones d'activités, qu'elles soient existantes ou en cours de réalisation. Parmi elles, 786 assiettes sont réparties sur 56 zones industrielles, confirmant ainsi l'ampleur du programme de mobilisation du foncier économique. Concernant l'aménagement des zones industrielles, le ministre a indiqué que la loi de finances de l'année en cours a permis d'allouer des crédits de paiement

pour la poursuite et l'achèvement des projets en cours. Les zones les plus avancées seront finalisées en priorité, tandis que les autres projets d'aménagement sont programmés à l'horizon 2028. Cette approche progressive vise à garantir la disponibilité effective du foncier et à répondre à la demande croissante des investisseurs, dans un contexte de relance industrielle et de diversification économique. Projets structurants dans plusieurs régions Plusieurs projets régionaux illustrent cette dynamique. À Tizi Ouzou, une enveloppe financière a été mobilisée pour la réalisation de l'étude de la zone industrielle de Souamaâ, prévue en 2026. Ce projet s'inscrit dans la volonté de lever les contraintes liées à la rareté du foncier dans certaines régions. À El Bayadh, l'État a engagé d'importants investissements pour la création de la nouvelle zone industrielle de Rogassa, d'une superficie de 150 hectares, dont le taux d'avancement des travaux atteint 80 %. Ce projet est appelé à renforcer l'attractivité économique de la région. Par ailleurs, à Ouled Djellal, les services de la wilaya procèdent à une opération d'inventaire et d'assainissement du foncier économique au niveau des zones d'activités. Cette démarche vise à récupérer les terrains non exploités afin de les réintégrer dans le circuit de l'investissement via la plateforme numérique. À travers ces différentes actions, le gouvernement entend moderniser la gestion du foncier économique et lever les obstacles structurels qui freinent l'investissement industriel.

SIDI BEL-ABBES GNL Inauguration du nouveau siège de la Brigade polyvalente des Douanes à Ras El Ma

Le Directeur général des Douanes, le Général-Major Abdelhafid Bakhouche a présidé samedi l'inauguration du nouveau siège de la Brigade polyvalente des Douanes, dans la commune de Ras El Ma (wilaya de Sidi Bel-Abbes). Le Directeur Général a souligné l'importance de cette nouvelle infrastructure pour renforcer le contrôle douanier dans la partie sud de la wilaya, lutter contre la criminalité organisée et la contrebande sous toutes ses formes, protéger l'économie nationale par la surveillance du mouvement des marchandises et faciliter le commerce dans cette zone stratégique reliant plusieurs wilayas. Ce projet s'inscrit dans la stratégie de la Direction Générale des Douanes visant à moderniser les installations et à offrir des conditions de travail dignes aux ressources humaines, afin de garantir une performance optimale sur le terrain. A cette occasion, le Général-Major Bakhouche a baptisé le nouveau siège du nom du martyr Belbachir Bouragba, honorant sa famille en reconnaissance des sacrifices consentis pour l'indépendance du pays. Concernant l'édifice, le coût de sa réalisation est de 134,6 millions DA. Il est équipé d'un bloc administratif, un dortoir (15 chambres), un réfectoire, des espaces de détente, des annexes logistiques et des logements de fonction. Lors de son inspection, le DG a pris connaissance de l'état d'avancement de l'intégration des nouveaux systèmes numériques destinés à accélérer les procédures douanières. S'adressant aux cadres et agents de l'Inspection des divisions des douanes relevant de la Direction régionale de Tlemcen, il a réaffirmé le soutien continu de l'Etat pour renforcer le système douanier, précisant que la ressource humaine qualifiée demeure le pilier central de cette stratégie. La cérémonie a été marquée par une démonstration de "Kuk-sool" par les éléments des douanes, illustrant leur maîtrise du self-défense et du combat rapproché et une parade de la brigade motorisée, démontrant leur agilité et leur rapidité d'intervention lors des poursuites pour sécuriser les routes. Le Général-Major Bakhouche poursuivra sa visite dans la commune de Sidi Bel-Abbes pour inaugurer et baptiser le parc de stockage des marchandises et véhicules saisis, poser la première pierre d'un projet de 63 logements promotionnels aidés (LPA), annoncer le programme national de la Direction Générale des Douanes en matière de logement LPA au profit des fonctionnaires du corps et baptiser le siège de l'Inspection des divisions des douanes de Sidi Bel Abbès au nom du martyr du devoir national, l'officier de contrôle Benguerma Mohamed.

APS

SIDI BEL ABBÉS

Une nouvelle école
primaire pour la cité
3 200 logements
AADL

J eudi dernier, le wali de Sidi Bel Abbés, Kamel Hadji, a inauguré une nouvelle école primaire à l'occasion de la commémoration de la journée nationale du savoir, célébrée le 16 avril de chaque année. Le programme riche et varié, a reflété l'importance capitale de cet événement national et a démontré l'engagement des autorités locales et le secteur de l'éducation. La première étape fut l'inauguration d'une école primaire baptisée au nom du martyr Rechache Mahmoud, située au sein de la cité résidentielle AADL de 3 200 logements à Sidi Bel Abbés. Cette inauguration a rendu hommage à la mémoire du combattant pour la liberté et salué ses sacrifices. Sa famille a également été honorée à cette occasion. Le wali a inspecté les différentes installations de l'établissement, évaluant sa capacité à accueillir les élèves dans des conditions optimales. Cette nouvelle école primaire Rechache Mahmoud qui s'étale sur une superficie de 4 089 mètres carrés, a nécessité une enveloppe budgétaire d'un montant de 143 597 763 dinars et a été construite dans un délai de six mois. Elle comprend douze salles de classe, un bloc administratif, une cuisine équipée et une salle de restauration, trois logements de fonction, des sanitaires et une aire extérieure pour activités sportives.

Agence

EL-MENIAA

Production de plus de
700.000 qx de
pomme de terre
d'arrière-saison

U ne production de plus de 700.000 quintaux (qx) de pomme de terre d'arrière-saison a été réalisée dans la wilaya d'El-Meniaa, au titre de l'actuelle saison agricole (2025-2026), à-on connaissance de la direction locale des services agricoles (DSA). Cette récolte, dont la campagne de cueillette vient d'être achevée sur une superficie de 1.600 hectares (ha), reflète un développement notable de la filière pomme de terre dans la région, qui occupe actuellement une place importante parmi les cultures stratégiques, a affirmé le directeur du secteur, Youcef Mesbah. Elle est destinée à couvrir les besoins du marché local et national en ce produit agricole de grande consommation, dont une partie est également stockée dans le cadre des mesures prises pour faire face à l'instabilité des prix, notamment pendant les périodes de forte demande, a-t-il ajouté. La culture de la pomme de terre est répartie sur les différents périmètres agricoles de la wilaya, irrigués sous pivots, en tenant compte des spécificités climatiques favorables de cette région du Sud, qui ont un impact positif sur le rendement et la qualité de la production, selon la DSA. S'agissant du soutien à cette filière, les agriculteurs bénéficient de plusieurs avantages, notamment l'acquisition de systèmes d'irrigation et d'engrais, ainsi qu'un accompagnement technique, dans le but d'ancrer la wilaya l'un des premiers pôles agricoles producteurs de pomme de terre

APS

MASCARA

Un programme riche et varié pour la
célébration du Mois du Patrimoine

La Direction de la Culture et des Arts de la wilaya de Mascara a élaboré un programme culturel, artistique et intellectuel riche et diversifié pour célébrer le Mois du Patrimoine (du 18 avril au 18 mai), placé cette année sous le slogan « Notre patrimoine... notre civilisation », à-on informé, vendredi, auprès de la direction.

Selon la même source, ce programme comprend l'organisation de conférences, de journées d'étude et de séminaires intellectuels, qui seront animés par des professeurs universitaires et des chercheurs spécialisés. Ces rencontres aborderont plusieurs thématiques, notamment : « Lecture du patrimoine algérien », « Le patrimoine local », ainsi que « Urbanisme et architecture dans la région de Mascara ».

Ce programme d'un mois prévoit également diverses expositions mettant en lumière le patrimoine matériel et immatériel de la région. Il s'agit notamment de présenter l'héritage historique, héroïque, religieux et intellectuel de l'Emir Abdelkader, ainsi que des manuscrits anciens conservés dans plusieurs zaouïas de la wilaya. Des pavillons seront dédiés à la pré-

sentation des monuments historiques et archéologiques dont regorgent la région, parallèlement à une exposition de produits artisanaux locaux, tels que la poterie et les ustensiles en argile, et des ouvrages consacrés au patrimoine culturel de la wilaya.

A cette occasion, des ateliers intellectuels sont programmés pour les enfants, portant sur la lecture, le résumé, les contes du patrimoine algérien, ainsi que le dessin et le coloriage.

En outre, des ateliers de formation seront organisés dans les domaines de la restauration et de la décoration de la poterie, du patrimoine culturel, et de la protection des sites historiques. Ces sessions s'adressent aux étudiants du département d'archéologie de l'université « Mustapha Stambouli » de Mascara ainsi qu'aux sta-

giaires des établissements de formation professionnelle.

Le programme sera ponctué par des spectacles folkloriques animés par l'association de baroud et de musique de Tighenif, ainsi que des contes et des concours intellectuels au profit des élèves du primaire et des adhérents de la Bibliothèque principale de lecture publique « Dr Yahia Bouaziz » et de ses annexes à Mascara, Matmore et Mohammadia.

Enfin, des visites pédagogiques vers les monuments et sites archéologiques de la wilaya sont prévues pour les élèves des établissements éducatifs, en plus de journées « portes ouvertes » sur les sites historiques de la région, conclut la même source.

APS

TIZI-OUZOU

Réalisation de deux réservoirs pour renforcer l'alimentation
en eau potable à Tizi-Gheniff

D eux réservoirs d'eau sont en cours de réalisation dans la commune de Tizi Gheniff afin de renforcer l'alimentation en eau potable dans cette localité du sud de Tizi-Ouzou, a-t-on appris vendredi auprès des services de la wilaya. Ces deux projets de réservoirs d'eau d'une capacité de 300 et 200 m3, jugés stratégiques pour l'amélioration de l'alimentation en eau potable (AEP) dans la région, ont fait l'objet d'une visite d'inspection dernièrement, par le wali Aboubakr Essedik Boucetta, a souligné la même source. Accompagné du directeur local

des ressources en eau, le chef de l'exécutif a inspecté en premier lieu le chantier du village de Beggas. Ce projet porte sur la réalisation d'un réservoir d'une capacité de 300 m3, avec un réseau de distribution de 850 mètres linéaires. Cette infrastructure est destinée à sécuriser les besoins en ce liquide vital de la population locale et à réduire la pression sur le réseau de distribution actuel, a-t-on expliqué. Le second projet concerne le village de Boutaka, où le wali s'est enquis de l'état d'avancement de la construction d'un réservoir de 200 m3 et d'une conduite de rac-

cordement de 200 mètres linéaires. Sur les lieux, M. Boucetta a donné des instructions "fermes" pour accélérer la cadence des travaux afin de livrer ces deux ouvrages dans les délais contractuels, selon la même source. Il a étalement, a-t-on ajouté, insisté sur le respect rigoureux des normes techniques pour garantir la durabilité de ces infrastructures vitales. Pour rappel, en mars dernier une réunion a été tenue au siège de la wilaya concernant la sécurisation de l'alimentation en eau potable de la partie Sud de la wilaya.

Lors de cette séance de travail, il a été annoncé qu'une enveloppe de 34 milliards de DA a été allouée pour le raccordement du système du barrage de Koudiet Acerdoune à l'usine de dessalement d'eau de mer de Cap Djinet 2 (Boumerdes). Ce projet profitera à 15 communes de la partie sud de Tizi-Ouzou dont Draa El Mizan, Ait Yahia Moussa, Mkira, Tizi Gheniff, Boghni, Mechtras, Bounouh, Frikat, Ain Zaouia, Assi Youcef, Souk El Tenine, Ait Bouaddou, Ouadhias, Tizi N'Tleta et Agouni Gueghrane.

APS

ORAN

Amélioration du cadre de vie urbain

Selon la presse régionale, Les autorités locales intensifient leurs efforts pour améliorer durablement le cadre de vie urbain et renforcer l'attractivité de la ville. À travers une série d'interventions de terrain coordonnées, la cellule de l'environnement et de la protection du milieu relevant du cabinet du wali déploie un plan d'action ambitieux, conjuguant hygiène publique, sécurité et solidarité sociale. Au cœur de cette dynamique, de vastes campagnes de nettoyage ont été menées ces derniers jours à travers plusieurs axes stratégiques et espaces publics. Ces opérations ont permis l'élimination de volumes importants de déchets, notamment le long des principaux corridors routiers, contribuant ainsi à restaurer l'image de la ville et à améliorer les conditions de vie des habitants. Les interventions ont particulièrement

ciblé des artères majeures, à l'instar de la rocade et de la Route nationale 2, où des actions de nettoyage intensif et régulier ont été engagées. Ces travaux ont permis de redonner fluidité et lisibilité à ces axes structurants, essentiels à la mobilité urbaine et à la circulation intercommunale. Parallèlement à ces actions environnementales, une dimension sociale a été intégrée à cette opération d'ensemble. En coordination avec les services concernés, des campagnes de prise en charge des personnes sans domicile ont été organisées. L'objectif consiste à orienter ces individus vers des structures adaptées, leur garantissant un accompagnement et une assistance appropriés, dans une démarche empreinte d'humanité et de responsabilité sociale. La question de la sécurité publique n'a pas été en reste. Des opérations de ré-

gulation de la présence des chiens errants ont été lancées afin de limiter les risques potentiels pour la population. Cette démarche s'inscrit dans une approche globale visant à préserver la tranquillité publique tout en tenant compte des impératifs sanitaires. Loin d'être ponctuelles, ces actions s'inscrivent dans un programme structuré et continu, fondé sur des interventions régulières tout au long de l'année. Les responsables locaux mettent en avant une stratégie progressive et adaptable, capable de répondre aux besoins spécifiques des différents quartiers et zones de la wilaya. Dans cette optique, les services concernés annoncent l'extension prochaine de ces opérations à de nouveaux secteurs, avec l'implication accrue des acteurs locaux.

R N/Agence

Systeme monde et imperialite

2° partie

Les geants de la tech ont reinvente.le business. Leur secret ? Une agilité.reactive et subversive qui surclasse les modeles traditionnels.

Par DERGUINI Arezki (*)

Pour forcer le trait, on peut dire qu'à chaque guerre, ses armes et ses guerriers. Le capital est un et multiple, il est puissances. Il est un parce qu'il résulte dans une puissance globale, dans une compétitivité sociale. Il est multiforme parce qu'il s'exprime dans des champs multiples. On peut donc faire une différence entre accumulation de capital militaire, accumulation de capital économique, de capital humain, etc. tous facteurs concurrents et complémentaires de la compétitivité sociale. Dans les sociétés guerrières de classes européennes, la diffusion du progrès est allée du militaire au civil, de la classe guerrière à la société. C'est les guerres des princes et monarques européens et leur rêve d'empire qui est à l'origine de la révolution industrielle. Le politico-militaire incluant une bourgeoisie conquérante. L'accumulation des différents capitaux se complétant plutôt que se substituant. Le militaire incitant et s'appropriant l'innovation technologique avant que dépassée militairement, elle ne diffuse dans le civil pour produire la croissance des finances publiques et les finances du militaire, établissant ainsi un cercle vertueux entre l'économique et le militaire. Les USA ont bien illustré cette situation. La compétitivité sociale, la production des différentes formes de capitaux, dépend de la capacité du civil à s'approprier l'innovation afin qu'en retour le militaire puisse s'approprier une partie des fruits et relancer l'innovation. Mais il se peut que l'innovation assure le progrès technologique et le progrès militaire, mais pas le progrès social. Elle peut se transformer en puissance militaire, mais pas en puissance sociale en détruisant plus d'emplois qu'elle n'en crée. Mais alors la puissance militaire qui n'est plus soutenue socialement cesse de progresser. L'Union soviétique a illustré cette trajectoire. La compétitivité sociale peut donc être entamée par le progrès technologique. Elle dépendra alors de la capacité de la société à recomposer l'unité de ses capitaux face aux chocs matériels, économiques et climatiques. La classe capitaliste de la société de classes a triomphé de la lutte de classes parce qu'elle était armée d'un esprit de corps qu'elle a réussi à partager avec la société. Son esprit de corps a fait faire corps à la société, a fait faire corps avec un territoire, a fait faire corps à la nation. La société guerrière de classes, partagée entre guerre interne et guerre externe, par la guerre extérieure et ses conquêtes a soumis sa guerre intérieure. En exportant sa classe dangereuse et en entraînant la classe non capitaliste dans ses guerres extérieures et en partageant avec elle les profits. Avec la fin des conquêtes extérieures, la fin du colonialisme, la guerre extérieure a du mal à faire taire la guerre inté-



rieure. La performance de la classe dominante s'érode. Il lui faut refaire corps pour faire faire corps à la société, pour conserver le primat de la guerre extérieure sur la guerre intérieure. Il faut refaire corps pour se disputer les ressources du monde, s'accorder sur le partage des ressources et ne pas se rabattre sur la seule dispute autour de la propriété des ressources internes. Il faut démêler guerre intérieure et guerre extérieure qui se sont mêlées à nouveau pour soumettre la première à la seconde. Pour la classe dominante de la société guerrière de classes qui a cessé d'être conquérante, il faut pouvoir retourner une guerre intérieure qui menace en une guerre extérieure. Cercle vicieux, un tel retournement dépend de la capacité de la classe dominante à se mettre à la hauteur du monde et à faire faire corps à la société autour d'elle pour relancer la compétitivité sociale[10], ce qu'elle ne peut plus. Elle a cessé de triompher dans ses guerres extérieures. Guerre intérieure et guerre extérieure se mêlant alors, la compétitivité sociale s'affaiblit au lieu de s'améliorer. En l'absence d'un tel retournement, une guerre intérieure l'emportera sur la guerre extérieure pour se débarrasser de la classe dangereuse et faire émerger une nouvelle classe dominante dont on ne peut prédire le succès. Car quand les attentes d'une société sont au-delà de ses capacités, quand une société n'a plus la mesure du monde, elle portera à sa direction une classe qui ne peut que trahir ses attentes. Dans les sociétés postcoloniales sans classe capitaliste dominante, aux structures sociales fragilisées, la compétition sociale est moins ordonnée, la compétitivité sociale est fragmentée. La classe des propriétaires en gestation, la société dominante n'a pas d'esprit de corps, son nationalisme est réactif. Ces sociétés sont vulnérables aux chocs matériels, elles ne peuvent pas faire preuve de résilience. Les chocs accroîtront leur fragmentation.

Intégration économique et intégration militaire

La « guerre dans la compétition » (la compétition qui transforme les règles)

et la « compétition dans la guerre » (la guerre qui impose les règles de la compétition) se proposent comme deux stratégies différentes, l'une de la puissance chinoise montante et l'autre de la puissance américaine déclinante. Pour la première la compétition économique a le pas sur la compétition militaire (« il faut gagner la guerre, si elle a lieu, avant de l'engager »), pour la seconde, la puissance militaire a le pas sur la puissance économique. C'est que pour la première, puissance économique et puissance militaire procèdent d'une même compétitivité sociale, la puissance militaire allant avec les autres puissances plutôt qu'elle ne les précède. Les armes ne sont pas avant tout militaires. Les biens et les technologies ne sont pas à usage unique. La classe guerrière ne peut se réserver l'usage des armes. Sa propension à les monopoliser finit par la desservir. La puissance militaire est de moins en moins soutenue par une compétitivité sociale, la puissance économique décline alors. Dans la conjoncture actuelle, dans la stratégie de « la guerre dans la compétition », la puissance militaire suit la montée de la puissance économique, mais n'est pas encore à la hauteur de la puissance militaire de la puissance économique déclinante. Pour que la « guerre dans la compétition » l'emporte sur la « compétition dans la guerre », autrement dit que la compétition l'emporte sur la guerre et transforme les champs et les règles de la compétition sans violence, il faudrait que la « compétition dans la guerre » (compétition militaire) ne puisse plus définir les champs et les règles de la compétition productive marchande et non marchande. Dans la tradition des sociétés guerrières de classes, c'est la compétition militaire qui décide de la compétition économique. Elle tient cela d'un temps où la compétitivité sociale était essentiellement guerrière. Une telle tradition est désormais contestée par la réussite d'une autre tradition. À l'ère de la production, la compétitivité sociale s'objective en compétitivité productive. Il faut fermer la boucle de la compéti-

tion économique et de la compétition militaire. Car c'est la compétition économique qui donne et retire à la force armée la source de sa puissance. Il ne faut cependant pas réduire la compétitivité productive à la compétitivité économique. La guerre au Moyen-Orient intervient au moment où la compétition économique retire sa force à une puissance et accorde à une autre une certaine puissance productive, mais pas suffisamment pour retourner le rapport de forces entre les deux puissances. La force armée pense encore pouvoir définir les champs et les règles de la compétition, elle sous-estime le ressort fondamental qui est celui de la compétitivité sociale. Pour la « guerre dans la compétition », il s'agit au travers des « grands projets d'infrastructure comme le Corridor économique Inde-Moyen-Orient-Europe (IMEC), l'initiative chinoise des Nouvelles Routes de la Soie et les lignes ferroviaires transrégionales reliant le Golfe, l'Irak, la Jordanie et la Turquie d'établir bien plus que de simples projets logistiques. Ce sont les plans d'un nouvel ordre régional. »[11] Et ne pas voir que la guerre a précisément pour but d'entraver la mise en œuvre d'un tel plan stratégique pour lui substituer un autre plan basé sur une intégration militaire plutôt que sur une intégration économique, c'est faire preuve de courte vue.

(A suivre)

Notes

[9] Martin Jacques. When China rules the world Op. cit.
[10] Gérard Chaliand déplore dans son livre Géopolitique des empires la mentalité post-héroïque des Européens : « Tout sens du caractère tragique de l'histoire semble évacué en Occident par des populations toujours plus angoissées et psychologiquement fragiles. » Il oublie que l'une des caractéristiques des Européens est la séparation de la société en gens d'armes et en gens pacifiés. Ce n'est pas la conscription qui formera l'état d'esprit des pacifiés, à laquelle on renoncera par ailleurs, c'est la soumission aux gens d'armes.
[11] Dr. Nawar AL-SAAD. The New Middle East: Borders Redrawn by Markets Not Weapons by. <https://mepei.com/the-new-middle-east-borders-redrawn-by-markets-not-weapons/>

(*) Enseignant chercheur en retraite, Faculté des Sciences économiques, Université Ferhat Abbas Sétif ancien député du Front des Forces Socialistes (2012-2017), Béjaïa.

TUNISIE

Le temps des mutations pour le textile tunisien

Longtemps considéré comme l'un des piliers de l'économie tunisienne, le secteur du textile et de l'habillement demeure aujourd'hui un moteur central de l'appareil productif national. Avec une contribution de 5,5% au PIB, près de 1 500 entreprises actives et quelque 160 000 emplois directs, soit 29% de l'emploi industriel du pays, la filière conserve un poids systématique dans la structure économique tunisienne. Elle représente également 31% de l'ensemble des entreprises industrielles, confirmant son statut de première industrie manufacturière en volume. Toutefois, derrière cette puissance apparente, les fragilités structurelles du modèle tunisien deviennent de plus en plus visibles à mesure que la concurrence régionale s'intensifie et que la demande internationale évolue. Le diagnostic a d'ailleurs été posé sans détour lors de la réunion tenue le 2 mars 2026 par la ministre de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie, Fatma Thabet Chiboub, avec les principaux représentants du secteur. À cette occasion, industriels et responsables professionnels ont mis en avant un ensemble de blocages administratifs, réglementaires et logistiques qui freinent désormais la compétitivité d'une industrie pourtant stratégique. Le textile tunisien repose historiquement sur un modèle orienté vers l'exportation. Entre 85% et 87% des entreprises du secteur travaillent principalement pour les marchés extérieurs, faisant du textile l'une des principales sources de devises du pays. Cette dynamique est largement portée par la présence d'environ 200 entreprises internationales implantées en Tunisie, lesquelles génèrent à elles seules 75% des exportations industrielles de la filière et concentrent 52% de ses emplois.

Agence

EGYPTE

La croissance économique a atteint 5,3 % au 1^{er} semestre de l'exercice 2025/2026

Durant la période allant de juillet à décembre 2025, la croissance de l'économie égyptienne a notamment été tirée par une augmentation des investissements locaux et étrangers et de bonnes performances dans les domaines du tourisme, des exportations et des transferts de fonds des migrants.

Par Rédaction Internationale

L'économie égyptienne a affiché une croissance de 5,3% durant le premier semestre de l'exercice budgétaire 2025/2026 (1er juillet-30 juin), portée par la hausse des investissements privés, a annoncé le ministre des Finances, Ahmed Kouchouk (photo), le mercredi 15 avril. S'exprimant à Washington lors d'une table ronde avec des investisseurs internationaux — organisée par les groupes Jefferies International et Société Générale en marge des réunions de printemps du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale —, le ministre a souligné une nette amélioration des principaux indicateurs extérieurs, portée notamment par le tourisme, les exportations non pétrolières, les transferts de fonds des migrants et les investissements directs étrangers. Il a d'autre part indiqué que l'Égypte avait enregistré un excédent primaire équivalent à 3,5 % du PIB entre juillet 2025 et

mars 2026, grâce aux efforts déployés par le gouvernement pour renforcer le recouvrement des recettes fiscales. Celles-ci ont augmenté de 29 % au cours de cette période, soutenues par une confiance croissante au sein du monde des affaires et une activité plus soutenue du secteur privé. M. Kouchouk a révélé par ailleurs que le déficit budgétaire global s'est réduit à 5,2 % du PIB sur la période juillet 2025-mars 2026, contre 6 % durant la même période l'exercice budgétaire précédent. Il a aussi fait savoir que le ratio dette/PIB de l'Égypte a baissé d'environ 13 % au cours des deux derniers exercices budgétaires, notant que ce recul contraste avec la tendance générale observée dans l'ensemble des marchés émergents, où le ratio dette/PIB moyen a augmenté d'environ 6 % au cours de la même période. L'économie égyptienne devrait cependant ressentir cette année les effets néfastes du conflit au Moyen-Orient. Dans son rapport sur les perspectives économiques mondiales,

publié le mardi 14 avril, le FMI a abaissé ses prévisions de croissance pour le pays le plus peuplé du monde arabe à 4,2% en 2026, contre une précédente prévision de 4,7% datant de janvier dernier. L'institution a expliqué cette révision à la baisse par l'impact négatif escompté de la guerre en Iran, qui a fait grimper les prix de l'énergie et des matières premières et perturbé des routes commerciales clés.

Le FMI avait approuvé, fin février dernier, le décaissement d'environ 2,3 milliards de dollars à l'Égypte au titre du Mécanisme élargi de crédit (MEDC), ainsi que de la Facilité pour la résilience et la durabilité (RSF), tout en soulignant une amélioration des indicateurs macroéconomiques tels qu'un recul de l'inflation et une atténuation des tensions sur le marché de change. Le Fonds a cependant souligné que le rythme de mise en œuvre des réformes structurelles demeure « inégal », en particulier en ce qui concerne la réduction du rôle de l'État dans l'économie.

SYRIE

Damas discute avec la Chambre de commerce américaine des pistes d'investissement

Le ministre des Finances, Mohammed Yisr Barnieh, et le gouverneur de la Banque centrale de Syrie, Abdulkader Husrieh, ont évoqué les opportunités d'investissement en Syrie lors de leur visite à la Chambre de commerce américaine à Washington, en marge de leur participation aux réunions de printemps du FMI et de la Banque mondiale. La rencontre, à laquelle ont participé des représentants de grandes entreprises américaines des secteurs de l'économie, de la finance, de l'industrie, de l'énergie, de l'aviation, des technologies et des télécommunications, a permis de discuter des récents développements économiques en Syrie et de présenter les

opportunités d'investissement disponibles dans divers secteurs, selon le ministère des Finances sur sa chaîne Telegram ce vendredi. La réunion a également abordé les orientations des réformes économiques en cours, visant à créer un environnement favorable aux affaires et à renforcer le rôle du secteur privé dans la phase de relèvement et de reconstruction. Les deux parties ont souligné l'importance de poursuivre le dialogue avec le milieu des affaires américain afin d'élargir l'intérêt pour les opportunités d'investissement en Syrie et de soutenir la création de partenariats économiques et d'investissement répondant aux priorités de la prochaine étape. Le ministre des

Finances a insisté sur la volonté de l'État syrien de fournir les facilités nécessaires pour encourager les entreprises américaines à s'engager dans des projets d'investissement et de développement en Syrie. Cette visite s'inscrit dans les efforts du gouvernement syrien pour renforcer l'ouverture économique et le dialogue avec le milieu des affaires international, dans le but d'attirer les investissements étrangers et de soutenir le processus de relance économique. La Syrie cherche à créer un environnement d'investissement attractif grâce à des réformes économiques et législatives, afin de renforcer le rôle du secteur privé, de relancer les secteurs

productifs et de services, et de soutenir la voie du développement et de la reconstruction. Les réunions de printemps du FMI et de la Banque mondiale pour l'année 2026 se tiennent à Washington du 13 au 18 avril, avec la participation de dirigeants gouvernementaux, du secteur privé et de la société civile, pour discuter des perspectives de l'économie mondiale, des défis du développement et de la stabilité des marchés financiers. Les rencontres de cette année se concentrent sur les questions géopolitiques, l'inflation et la fluidité des chaînes d'approvisionnement énergétique.

R.I.

IRAK

Accord avec une institution financière pour moderniser le vétuste aéroport de Bagdad

Le gouvernement irakien a signé dimanche un accord avec la Société Financière Internationale (IFC), qui fait partie du groupe de la Banque mondiale, en vue de développer et réhabiliter de fond en comble le vétuste aéroport international de Bagdad. Jouant un rôle de consultant, l'institution présentera "un portefeuille d'investissement complet concernant la manière dont l'aéroport doit être agrandi, financé, exploité et entretenu", ont expliqué dans un communiqué les services du Premier ministre Mohamed Chia al-Soudani, présent dimanche à la cérémonie de signature. Le but est aussi de voir comment "renforcer la qualité de ses infrastructures et

les facteurs de sécurité, ainsi que l'amélioration de ses services, pour être en conformité avec les normes aéroportuaires internationales", ajoute le texte. L'aéroport international n'a pas connu de réfection majeure depuis son inauguration au début des années 1980, à l'époque où le dictateur Saddam Hussein dirigeait l'Irak. Les trois terminaux sont vétustes et dotés d'un confort des plus rudimentaires. L'aéroport et son personnel sont rapidement débordés par l'afflux de voyageurs, en particulier durant les périodes de pèlerinages religieux chiites. Fin 2022, deux incendies étaient survenus à trois jours d'intervalle à l'intérieur de terminaux, sans faire de victimes. M. Soudani avait alors limogé

trois responsables aéroportuaires. En raison d'un embargo international, l'aéroport de Bagdad avait été fermé dans les années 1990, obligeant les voyageurs à prendre la route jusqu'à Amman en Jordanie pour s'envoler. Dans un pays ravagé par des décennies de conflits, des troupes engagées dans une coalition internationale antidjihadistes stationnent encore dans un secteur de l'aéroport, qui essuie sporadiquement des tirs, comme en janvier 2022. Une attaque à la roquette avait alors endommagé deux avions vides sur le tarmac. En avril, le gouvernement avait alloué 500 000 dollars à l'Autorité de l'aviation civile pour conclure un contrat avec

l'IFC, principale institution de développement axée sur le secteur privé dans les pays émergents. Selon l'accord, l'institution internationale fournira "des consultations pour développer le secteur privé et renforcer son entrée dans le domaine des services publics, en partenariat avec le secteur public", ajoute le communiqué du gouvernement. En Irak, pourtant riche en hydrocarbures, infrastructures en déliquescence et services publics défaillants témoignent des décennies de conflits qui ont miné le pays, mais aussi d'une mauvaise gestion publique et d'une corruption endémique.

Agence

GHANA

Un partenariat public-privé lancé pour produire 400 000 tonnes de tomates

En Afrique de l’Ouest, le Ghana est l’un des principaux marchés pour la tomate importée et ses dérivés. Le pays qui cible l’autosuffisance dans cette denrée espère attirer de plus en plus d’investissements sur les segments de la production et de la transformation.

Synthèse R I/Agence

Au Ghana, le ministère de l’Alimentation et de l’Agriculture vient de conclure un accord de partenariat public-privé avec la société FarmMate Limited pour la mise en œuvre d’un projet de production et de transformation de tomate à grande échelle. Selon les informations relayées par des médias locaux le 16 avril, le dit projet prévoit de valoriser une superficie de près de 16 200 hectares sur l’ensemble du territoire national, avec un objectif de production de 400 000 tonnes de tomates fraîches par an. Il est également prévu l’installation d’unités de transformation d’une capacité de 20 tonnes par heure, pour une production annuelle estimée à 200 000

tonnes de purée de tomate. À ces infrastructures s’ajouteront des centres de conditionnement, des unités de pré-transformation et des plateformes logistiques dans les principales zones agricoles. D’après Eric Opoku, ministre de l’Alimentation et de l’Agriculture, l’État est chargé de fournir un cadre politique et institutionnel favorable, tandis que le partenaire privé est responsable de la mise en œuvre opérationnelle, de la production à grande échelle et de l’organisation de la chaîne de valeur. Pour l’heure, les détails concernant le coût total de l’investissement nécessaire et le calendrier des travaux ne sont pas encore connus. Quoi qu’il en soit, ce projet, s’il est mené à bien, peut permettre au Ghana de réaliser son objectif d’autosuffisance en to-

mate. Selon les données officielles, l’ex-Gold Coast affiche un déficit annuel de production de tomate estimé à 300 000 tonnes par an. Il faut noter que la production ghanéenne du légume stagne depuis plusieurs années. D’après les estimations de la FAO, la récolte de tomates s’est élevée en moyenne à 380 510 tonnes par an entre 2020 et 2024, sans jamais parvenir à franchir la barre des 400 000 tonnes. Et pour cause, la filière est confrontée à de nombreux défis structurels qui freinent sa progression, parmi lesquels un faible rendement, une forte dépendance à l’agriculture pluviale et des coûts élevés des intrants. Elle reste également vulnérable aux pertes post-récolte en raison d’une insuffisance d’infrastructures de stockage et de transformation.

ZIMBABWE

Le chinois Xintai prévoit 200 millions \$ pour implanter une usine d’engrais

En Afrique subsaharienne, le Zimbabwe affiche l’un des taux d’utilisation d’engrais les plus élevés dans le secteur agricole. Le pays qui dépend encore majoritairement des importations pour son approvisionnement en fertilisants, cherche à réduire cette dépendance. Au Zimbabwe, l’entreprise chinoise Xintai, active dans les mines et la métallurgie, lancera les travaux de construction d’une nouvelle usine de fabrication d’engrais azotés en juin prochain. L’annonce a été faite le 14 avril dans un post publié sur la page X du ministère de l’Industrie et du Commerce. D’un coût total estimé à 200 millions\$, cette future usine sera dotée

d’une capacité de production annuelle de 200 000 tonnes d’urée et de 200 000 tonnes de nitrate d’ammonium. Selon les responsables du projet, l’entrée en production de l’usine est programmée pour 2027. Pour l’heure, les détails concernant l’emplacement du site industriel n’ont pas encore été évoqués. Quoi qu’il en soit, la réalisation de ce projet permettra de renforcer les capacités de l’industrie locale et de remplacer progressivement les importations d’engrais dans le pays. « Ce développement se traduira par une augmentation de l’emploi, une amélioration de la production locale d’engrais et de meilleurs rendements agricoles », souligne le ministère de l’Industrie et du Com-

merce. Les données compilées sur la plateforme Trade Map montrent que le Zimbabwe a importé pour près de 331 millions\$ d’engrais sur le marché international en 2024. Dans le détail, les engrais azotés arrivent en tête des achats, concentrant 51 % de l’enveloppe, suivis par les engrais composés (32 %) et les engrais potassiques (16 %). D’après le Centre international pour le développement des engrais (IFDC), la consommation apparente d’engrais au Zimbabwe s’est élevée à 408 606 tonnes en moyenne par an entre 2014 et 2018. La FAO estime pour sa part que la consommation d’engrais par hectare de terre arable dans le pays

d’Afrique australe s’élevait à 30,8 kg en 2023, soit un taux d’utilisation supérieur de 69,23 % à la moyenne en Afrique subsaharienne (18,2 kg) la même année. Elle reste toutefois encore largement inférieure à l’objectif de 50 kg/hectare fixé lors de la Déclaration d’Abuja sur les engrais, adoptée en juin 2006 par les chefs d’État de l’Union africaine. Dans ce contexte, l’augmentation de l’offre locale d’engrais pourrait jouer un rôle déterminant dans l’amélioration de la productivité agricole et la réduction de la facture des importations. Au Zimbabwe, les principales cultures nécessitant des engrais chimiques sont le maïs, le tabac ou encore le coton.

R I.

Agence

MALAWI

Les exportations de tabac ont rapporté 540 millions \$ en 2025, un record

Le tabac est la principale source de devises étrangères du Malawi. Durant l’année écoulée, la filière a enregistré une performance exceptionnelle à l’export. Au Malawi, la filière tabac a enregistré des recettes de 540 millions \$ durant la campagne de commercialisation 2025 contre 394

millions \$ un an plus tôt. C’est ce qu’a annoncé Telephorus Chigwenembe, porte-parole de la Commission du tabac. D’après les détails relayés par Reuters, ce nouveau record a été rendu possible grâce à une hausse de 66 % des volumes expédiés à 221 000 tonnes contre

133 000 tonnes un an plus tôt. Cette progression a permis de compenser largement la baisse des prix de vente de la feuille. Sous l’effet d’une forte production et d’une demande moins vigoureuse de la part des acheteurs, le kilogramme de tabac a en effet rapporté en moyenne 2,45 \$ en

2025 contre 2,98 \$ en 2024. Pour la campagne 2026 qui s’ouvrira d’ici le 20 avril et s’étendra jusqu’en août, les perspectives restent mitigées avec une offre qui continuera d’excéder les besoins du marché. Selon M. Chigwenembe, la production de feuille devrait se situer

à 197 000 tonnes alors que la demande tourne autour de 170 000 tonnes. Dans un tel contexte, les prix moyens pourraient encore continuer leur chute impactant la performance de la filière qui compte pour 50 % des rentrées de devises et 15 % du PIB.

Agence

RDC

Infinite Capital prévoit d’investir 100 millions \$ pour l’électrification rurale

L’électrification des zones rurales reste l’un des grands défis du continent africain. Pour y répondre, la RDC s’associe à un partenaire privé afin de mobiliser les financements nécessaires au développement de ce type de projets sur son territoire. L’Agence nationale de l’électrification et des services énergétiques en milieu rural et périurbain (ANSER) et la société de conseil financier Infinite Capital ont signé, le 30 mars 2026 à Kins-

hasa, un protocole d’accord visant à structurer et à mobiliser des financements en faveur de projets d’électrification en République démocratique du Congo (RDC). Selon le document consulté par la rédaction, ce partenariat porte sur la structuration financière, la promotion et la mobilisation de ressources publiques et privées destinées au financement d’infrastructures d’électrification rurale et périurbaine.

Dans le cadre de cet accord, Infinite Capital s’engage à accompagner l’ANSER dans la mobilisation de financements en assurant un rôle d’intermédiation auprès d’investisseurs institutionnels, de fonds d’investissement, de banques de développement ainsi que de partenaires techniques et financiers. La société devra également fournir un appui en ingénierie financière pour la structuration des projets, tout en assurant un suivi des démarches

entreprises en vue de mobiliser les ressources. De son côté, l’ANSER s’engage à mettre à disposition un portefeuille de projets d’électrification présentant un fort potentiel de financement, ainsi que les données techniques, institutionnelles et financières nécessaires aux discussions avec les partenaires. Le protocole d’accord est conclu pour une durée de six mois à compter de sa signature.

Agence

APRÈS LA RÉOUVERTURE DU DÉTROIT D'ORMUZ

Le marché a tourné la page

Wall Street vient de connaître une séquence de hausse spectaculaire, portée par les valeurs technologiques et le reflux des cours pétroliers. L'annonce par l'Iran, vendredi, de la réouverture du détroit d'Ormuz, a renforcé le sentiment positif et accru les espoirs d'une résolution prochaine du conflit au Moyen-Orient. L'Europe n'est pas en reste et les opérateurs devraient désormais accorder plus d'attention à la saison des résultats trimestriels qui a récemment débuté.

TOPS / FLOPS DE LA SEMAINE

Tops Europe

Sivers Semi +76,57 % : l'entreprise technologique bondit à la suite de l'annonce d'un projet de cotation secondaire au Nasdaq à New York, tout en conservant son siège social en Suède. Parallèlement, l'entreprise ambitionne de lever 125 MSEK pour accélérer ses projets technologiques.

ITM Power +84,3 % : le fabricant d'électrolyseurs britannique s'envole après avoir décroché un contrat stratégique avec le groupe de défense allemand Rheinmetall. Le projet vise à créer un réseau d'usines de production de carburants de synthèse pour l'Otan.

Soitec +53,47 % : l'entreprise de semi-conducteurs bénéficie d'un regain d'intérêt grâce à ses technologies prometteuses liées à l'IA, notamment la photonique sur silicium et les architectures optiques. Les investisseurs anticipent que ces nouveaux marchés pourraient générer des marges plus élevées.

Flops Europe

Alstom -28,12 % : l'équipementier ferroviaire dévisse après avoir abaissé ses prévisions financières et renoncé à son objectif de génération de trésorerie. Ce revirement sur un indicateur clé du secteur inquiète le marché, malgré un carnet de commande qui reste rempli.

Barry Callebaut -18,36 % : le chocolatier et fournisseur pour les glaces Magnum sabre ses résultats face aux difficultés d'approvisionnement en cacao. Il table désormais sur une baisse de son EBIT d'environ 15%.

Kering -8,27 % : le groupe de luxe publie des résultats décevants avec un recul de son chiffre d'affaires au premier trimestre. La mauvaise performance de Gucci, marque phare du groupe, combinée à la guerre en Iran, fragilise les ambitions du groupe pour cette année.

Robertet -7,51 % : le titre recule malgré des résultats annuels solides sur l'exercice 2025. Le groupe de parfum se montre prudent sur ses perspectives pour 2026. Les analystes d'Oddo BHF soulignent les risques de tensions liées au conflit du Moyen-Orient qui pèsent sur la visibilité de l'activité.

US tops

Revolution Medicines +54,13 % : grande réussite pour le groupe spécialisé dans l'oncologie. Les résultats préliminaires lors d'un essai clinique de phase 3 pour son produit Daraxonrasib sont encourageants. Le produit a révélé une survie globale médiane de 13,2 mois, contre 6,7 mois avec la chimiothérapie.

Oracle +26,77 % : les investisseurs ont l'air d'avoir décidé que le moment était opportun pour prendre position dans un secteur globalement vendu au rabais. Fair Isaac (+16%) ainsi que SAP (+13%) ont aussi profité de ce rebond.

Coreweave +14,56 % : la course à l'ar-

mement matériel dans l'intelligence artificielle reprend de plus belle. Le secteur progresse, porté par des investissements massifs : Nvidia injecte 5 MdsUSD dans Intel, tandis que Microsoft engage 17,4 MdsUSD auprès de Nebius Group sur cinq ans. Broadcom profite également de cette dynamique, son titre s'ajugeant 7%.

US flops

Carmax -12,5 % : une publication de résultats qui n'a pas manqué d'inquiéter les investisseurs. Bien que les chiffres soient globalement en phase avec les prévisions, une charge de dépréciation s'est ajoutée au bilan. A ça il faut ajouter des marges quelque peu érodées sur les ventes de véhicules de seconde main.

Fastenal -6,89 % : le choix du président américain d'imposer des tarifs douaniers a pesé sur le résultat des entreprises, Fastenal ne fait pas exception. Le groupe a déclaré une hausse des coûts plus rapide que sa capacité à ajuster les prix, pesant sur ses marges qui se sont établies en dessous des objectifs.

Matières premières

Energie : L'Iran a annoncé la réouverture totale du détroit d'Ormuz à la navigation commerciale, une mesure qui s'inscrit dans le cadre de l'accord de cessez-le-feu conclu au Liban. Donald Trump a salué cette annonce mais a toutefois précisé que le blocus naval contre l'Iran reste en place. Les États-Unis maintiendront cette restriction jusqu'à la signature définitive d'un accord bilatéral avec Téhéran. Malgré tout, cette réouverture provoque un soulagement immédiat sur les marchés mondiaux de l'énergie. Le WTI américain chute de près de 12% pour atteindre environ 82 USD (échéance mai 2026).

Le Brent de la mer du Nord baisse de plus de 10% et s'échange autour de 88 USD (échéance juin 2026). Le baril américain retrouve ainsi son niveau le plus bas depuis le début du mois de mars et s'éloigne de son sommet de 115 USD atteint il y a deux semaines.

Métaux : Le cuivre progresse à Londres à 13270 USD. Les opérateurs estiment qu'une résolution du conflit au Moyen-Orient fera baisser les prix de l'énergie et stimulera la demande. Le plan est simple : si la situation s'apaise de manière durable, le cuivre profitera d'une baisse future des taux d'intérêt de la Fed et d'un regain d'appétit pour le risque.

Du côté des métaux précieux, la dynamique est similaire : l'or progresse au-dessus de 4800 USD. La baisse des prix pétroliers apaise les craintes d'inflation, ce qui profite à la relique barbare car des taux d'intérêt élevés rendent l'or moins attractif (l'or ne verse aucun rendement).

Produits agricoles : Malgré le recul des prix pétroliers, les céréales progressent à Chicago. Le boisseau de blé s'échange autour de 604 cents, le maïs progresse à

456 cents et le soja se maintient à 1175 cents.

Macroéconomie

Macro : Si les marchés actions ont clairement tourné la page du conflit en Iran, les taux restent quant à eux sur des niveaux élevés. Et ce en dépit de l'annonce de l'ouverture du détroit d'Ormuz par l'Iran, qui a permis une détente supplémentaire sur ce front. Entre les mesures pour accommoder la hausse des prix de l'énergie, et l'augmentation des budgets militaires, les marchés obligataires se préparent à des déficits plus élevés dans les prochaines années. Et si la chute des cours du pétrole écarte le risque d'une forte poussée inflationniste, il y aura tout de même un impact non négligeable qui ne permettra vraisemblablement pas aux banques centrales de reprendre les baisses de taux.

Crypto : Dans le sillage des indices boursiers, le bitcoin s'envole de +7% cette semaine et revient flirter avec les 76 000 USD. En revanche, si le S&P 500 évolue sur des niveaux historiques, c'est loin d'être le cas du BTC, qui reste en baisse de -40% par rapport à son sommet d'octobre 2025, lorsqu'il avait atteint les 126 000 USD. Cette tendance se retrouve également dans les ETF Bit-

coin spot, avec 332 MUSD d'entrées cette semaine, portant l'encours total de ces produits cotés américains à 97 MrdsUSD, un niveau qui reste, là aussi, éloigné des 169 milliards atteints en octobre dernier. Le rebond se fait également sentir sur les principales cryptomonnaies : l'ether (ETH) progresse de +7,5% et évolue désormais au-dessus des 2 350 USD, Solana (SOL) gagne +8,5% autour des 88 USD, et le XRP (XRP) avance de +9,5% sur la semaine, se rapprochant des 1,45 USD.

Les gains spectaculaires du marché américain en avril rappellent le scénario des "droits de douane réciproques" du printemps 2025 : une grande peur puis un rebond puissant. L'Europe était moins fringante jusqu'à l'annonce, vendredi après-midi, de la réouverture du détroit d'Ormuz pendant le cessez-le-feu. Outre les hauts et les bas géopolitiques, l'actualité sera dominée dans les jours qui viennent par la première grosse semaine complète de résultats d'entreprises du 1er trimestre. En Europe, Thales, L'Oréal, ABB, Essilor-Luxottica, Roche, Nestlé et SAP seront de la partie. Aux États-Unis, Tesla, IBM, GE Aerospace, Boeing et Philip Morris passeront l'examen du marché.

Source: Zonebourse.com

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر BANK OF ALGERIA					
COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN					
Cours du : 16 Avril 2026 Valeur : 20 Avril 2026					
BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		129.8334	29.8484
1	EUR	EURO		153.1774	153.2211
1	GBP	POUND STERLING		175.2847	175.3523
100	JPY	JAPANESE YEN		83.6771	83.7030
1	CNY	CHINESE YUAN		18.7911	18.7968
1	CHF	SWISS FRANC		168.0474	168.1321
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		94.8658	94.8837
1	DKK	DANISH KRONE		20.5008	20.5086
1	SEK	SWEDISH KRONA		14.3908	14.3953
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		13.6450	13.6661
1	AED	UAE DIRHAM		35.3452	35.3550
1	SAR	SAUDI RIYAL		34.6130	34.6189
1	KWD	KUWAITI DINAR		424.9866	425.1749
1	TND	TUNISIAN DINAR		44.6845	45.1335
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		14.2061	14.2077
1	LYD	LIBYAN DINAR		20.5131	20.6184
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.2630	3.2732
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		178.8524	178.8524

FMI

La dette publique mondiale pourrait atteindre des niveaux historiques d'ici 2029

Le Fonds monétaire international (FMI) a déclaré le 15 avril que la dette publique mondiale devrait atteindre un niveau équivalent à la production économique mondiale d'ici 2029.

Synthèse Rédaction Internationale

Dans son rapport bisannuel sur les budgets publics, le Fonds monétaire international (FMI) a indiqué le 15 avril que la dette publique mondiale devrait atteindre l'équivalent du PIB mondial d'ici 2029, soit un an plus tôt que prévu. Un tel niveau n'a été atteint qu'après la Seconde Guerre mondiale. Selon le FMI, la dette publique pourrait atteindre 117% du PIB mondial cette année-là dans le pire des scénarios, et jusqu'à 121% du PIB si le conflit au Moyen-Orient persiste. Le FMI a indiqué que ce conflit pourrait continuer à peser sur les finances publiques en entraînant une hausse des prix des produits alimentaires et des carburants, un durcissement des conditions financières, un ralentissement de l'activité économique et une augmentation des dépenses de défense. Alors que de nombreux gouvernements ver-

ront leur dette augmenter dans les années à venir, les deux plus grandes économies mondiales sont considérées comme les principaux facteurs de la hausse de la dette mondiale, qui devrait atteindre 93,9% du PIB d'ici 2025. D'après les prévisions du FMI, la dette publique américaine atteindra 135,5% du PIB annuel d'ici 2029, contre 123,9% l'an dernier. Pour freiner cette hausse, les économistes du FMI préconisent d'augmenter les impôts, de supprimer les allègements fiscaux et de réduire les dépenses publiques. Hors des États-Unis, la dette publique des économies développées devrait légèrement diminuer pour atteindre 93,9% du PIB d'ici 2029, contre 95,3% du PIB en 2025. Le FMI a déclaré que le Royaume-Uni « a enregistré une amélioration significative » de son déficit budgétaire grâce à des hausses d'impôts, tandis que le Canada et le Japon ont progressé grâce à des réductions de dépenses. En effet, le FMI prévoit que la dette publique

du Japon passera de 206,5% du PIB l'an dernier à 195,7% du PIB d'ici 2029, ce qui reflète une combinaison de taux d'intérêt bas pendant une période prolongée de déflation et d'une reprise de la croissance et de l'inflation ces dernières années. Le FMI prévoit que la dette publique des gouvernements de la zone euro atteindra 89 % du PIB d'ici 2029, contre 87,1 % du PIB l'an dernier, mais avertit que les décideurs politiques seront confrontés à des choix difficiles lorsqu'ils augmenteront les dépenses de défense. La dette publique des pays en développement devrait atteindre 60,8 % du PIB d'ici 2029, contre 57,5% l'an dernier. Cependant, nombre de ces pays risquent de connaître une forte augmentation de leur dette si le conflit au Moyen-Orient se poursuit. Le FMI a conclu que « l'impact touchera de manière disproportionnée les économies émergentes et en développement ».

POUR AIDER LES TRAVAILLEURS À S'ADAPTER À L'ÉCONOMIE MONDIALE EN ÉVOLUTION

Les gouvernements du Canada et des Territoires du Nord-Ouest s'allient

Le contexte commercial mondial change rapidement, ce qui crée de l'incertitude et des défis pour les travailleurs, les industries et les collectivités d'un bout à l'autre du pays. Dans ce contexte, le gouvernement du Canada se concentre sur ce qu'il peut contrôler : bâtir un Canada plus fort et plus résilient. Tous les ordres de gouvernement doivent agir avec détermination afin de protéger les emplois, de renforcer les économies locales et de garantir que les travailleurs peuvent s'adapter aux réalités économiques changeantes. Les travailleurs des Territoires du Nord-Ouest dont les emplois ont été directement ou indirectement touchés par les droits de douane et les changements touchant le marché mondial auront accès à des programmes et à de l'aide financière pour les aider à s'adapter, à se réorienter et à réussir sur le marché du travail. Ces me-

sures découlent d'un accord de partenariat annoncé aujourd'hui par la ministre de l'Emploi et des Familles et ministre responsable de l'Agence de développement économique pour le Nord de l'Ontario, l'honorable Patty Hajdu, et la ministre de l'Éducation, de la Culture et de la Formation des Territoires du Nord-Ouest, l'honorable Caitlin Cleveland. Plus précisément, une somme de 1,5 million de dollars sur trois ans sera investie dans la nouvelle Réponse tarifaire pour la main-d'œuvre Canada-Territoires du Nord-Ouest, qui sera intégrée aux programmes relatifs au marché du travail existants des Territoires du Nord-Ouest. Cet investissement aidera les résidents des Territoires du Nord-Ouest touchés par les droits de douane et les changements liés au marché mondial, y compris par les répercussions ressenties dans le secteur de l'extraction de diamants,

d'avoir accès à la formation, aux services d'emploi et à l'aide financière dont ils ont besoin pour se réorienter, acquérir de nouvelles compétences et se tourner vers de nouvelles possibilités sur le marché du travail. Cet investissement permettra aux résidents des Territoires du Nord-Ouest admissibles d'avoir accès à des programmes relatifs au marché du travail améliorés, notamment à des bonifications de durée limitée, comme une augmentation du financement maximal accordé, un éventail plus large de possibilités de formation et d'autres assouplissements, ce qui aidera à bâtir une main-d'œuvre résiliente et prête à saisir les possibilités qui s'offriront à l'avenir aux Territoires du Nord-Ouest. Cette approche témoigne de l'engagement commun des gouvernements du Canada et des Territoires du Nord-Ouest à soutenir les Canadiens pen-

dant une période d'ajustement économique important, tout en bâtissant une main-d'œuvre solide et confiante, afin que les travailleurs puissent composer avec le contexte mondial incertain et que les industries puissent demeurer concurrentielles sur les marchés internationaux. « La main-d'œuvre canadienne est plus forte quand les employeurs et les partenaires de formation travaillent ensemble. À mesure que le commerce mondial se transforme, aucun travailleur ne sera laissé pour compte. Grâce à l'initiative de Réponse tarifaire pour la main-d'œuvre, nous fournissons les outils et la formation dont les travailleurs ont besoin pour obtenir de bons emplois et continuer de bâtir des collectivités fortes afin que le Canada demeure résilient malgré les défis entraînés par le contexte mondial. »

Agence

SOUS TENSION

L'Europe doit se réformer

L'Europe fait face à une situation qu'elle connaît bien. Un nouveau choc énergétique, moins violent que celui de 2022 et qui trouve cette fois sa source dans la guerre au Moyen-Orient, pèse sur la croissance et relance l'inflation. Sans la guerre, nous aurions revu nos prévisions à la hausse. Les premières données signalent déjà une baisse de l'investissement privé et de la consommation. La croissance devrait atteindre à peine 1,1 % en 2026 dans la zone euro et s'établir à 1,3 % dans l'Union européenne (UE), sachant que ces prévisions sont assorties d'un degré élevé d'incertitude. Dans un scénario plus pessimiste décrit dans les Perspectives de l'économie mondiale — un choc sur l'offre de longue durée aggravé par un resserrement des conditions financières —, l'UE pourrait frôler la récession et enregistrer une inflation proche de 5 %. Aucun pays européen n'est épargné. Les décideurs subissent d'intenses pres-

sions en faveur d'une action rapide et visible qui profite à tous. Souvent, comme les exemples ci-dessous le montreront, une action de ce type comporte plus d'inconvénients à long terme que d'avantages à court terme. Un soutien ciblé se révèle bien plus efficient. La réponse de l'Europe à ce choc doit obéir à deux impératifs. Le premier : mettre en place une politique macroéconomique bien pensée qui soit adaptée à un monde marqué par des chocs imprévisibles et récurrents. Le second : renforcer la résilience sans gaspiller les ressources budgétaires ni entraver les marchés.

Politiques budgétaire et monétaire

Le premier impératif suppose de ne pas se tromper sur le front des politiques monétaire et budgétaire. Les banques centrales doivent continuer à concentrer leurs efforts sur le maintien de

l'ancrage des anticipations d'inflation. Le choc inflationniste qui a suivi la pandémie de COVID nous rappelle à quel point il importe de surveiller les effets de second tour sur les prix. Dans la zone euro, où l'inflation est proche de l'objectif et les anticipations d'inflation à moyen terme sont globalement bien ancrées, la Banque centrale européenne peut se permettre d'attendre un certain temps pour observer comment le choc évoluera avant d'agir. À ce stade, nous nous attendons à une augmentation cumulée de 50 points de base du taux directeur d'ici la fin de l'année, ce qui correspondrait au maintien d'une orientation monétaire globalement neutre compte tenu de la remontée des anticipations d'inflation à court terme. La réponse souhaitée pourrait être plus ou moins de cette intensité en fonction de l'évolution des marchés mondiaux de l'énergie dans les semaines à venir, ainsi que du comportement de l'économie au sein de la zone

euro, qui conditionnera l'ampleur des éventuels effets de second tour. Une hausse de l'inflation sous-jacente, qui exclut des composantes plus fluctuantes comme l'alimentation et l'énergie, ou un relèvement des anticipations à moyen terme justifieraient une orientation plus restrictive. Au Royaume-Uni, où les risques liés à l'inflation demeurent élevés, il convient de maintenir une orientation restrictive afin d'éviter que les tensions sur les prix de l'énergie se répercutent durablement sur les salaires et les prix. Ces éléments donnent à penser que la marge pour de nouveaux abaissments des taux d'intérêt en 2026 sera limitée. Dans certains pays d'Europe centrale, de l'Est et du Sud-Est, où l'inflation se situe toujours au-dessus de l'objectif et la croissance des salaires reste vigoureuse, les arguments en faveur d'une orientation plus restrictive se renforcent d'ores et déjà.

R.E.

POUR SUBVENTIONNER L'ÉLECTRICITÉ D'INDUSTRIELS ÉNERGIVORES L'Allemagne obtient le feu vert de l'UE

L'Allemagne a obtenu l'aval de l'Union européenne jeudi pour subventionner l'électricité utilisée par ses industriels les plus gourmands en énergie, alors que la guerre au Moyen-Orient a provoqué une envolée des prix du gaz et du pétrole. Le soutien de l'Allemagne à son industrie lourde représente 3,8 milliards d'euros, et court du 1er janvier 2026 à la fin 2028. Le gouvernement fédéral instaure un plafonnement du prix de l'électricité pour ses industries énergivores comme la chimie, l'acier et le ciment, et paiera la différence par rapport au prix du marché. Le prix réduit doit être fixé à un minimum de 50 euros par mégawattheure. Autre condition : les entreprises doivent investir au moins la moitié des économies réalisées dans une production plus respectueuse du climat. Bruxelles devait s'assurer que ces mesures respectent la législation de l'UE en matière de concurrence. Berlin a salué le feu vert obtenu. "Aluminium, fonderies de cuivre, sidérurgie... Environ 9 500 entreprises de toute taille pourront bénéficier" de prix réduits pour leur électricité, a souligné la ministre de l'Économie Katherina Reiche. "Nous envoyons un signal fort en faveur d'une plus grande compétitivité de l'industrie allemande", alors que la situation est "dramatique dans certains secteurs", a-t-elle estimé. L'Allemagne avait mis sur la table son dispositif dès le mois de novembre, plusieurs mois avant le déclenchement de la guerre au Moyen-Orient fin février, à l'origine de la flambée du pétrole et du gaz. Depuis, l'Union européenne a promis aux Vingt-Sept de la sous-plesse sur les aides d'État, en raison de cette crise énergétique. La présidente de la Commission, Ursula von der Leyen, souhaiterait permettre aux États d'augmenter leur soutien aux secteurs les plus exposés, comme l'agriculture, les transports ou l'industrie lourde. Agence

POUR SON CLOUD SOUVERAIN EUROPÉEN

Bruxelles choisit quatre fournisseurs pour 180 millions d'euros

La Commission européenne a attribué vendredi un contrat de cloud souverain pour un montant total de 180 millions d'euros, à quatre consortiums européens. Et bonne nouvelle, des Français comme OVHcloud ou Scaleway sont dans le lot.

Ce vendredi 17 avril, Bruxelles a officialisé l'attribution d'un marché public pour ses services de cloud souverain, pour les six prochaines années. Quatre groupements d'entreprises ont décroché le contrat d'hébergement des données des institutions et organes de l'UE avec, cocrico, une nette domination française parmi les acteurs retenus. Le contrat est d'un montant de 180 millions d'euros.

L'appel d'offres avait été lancé en octobre 2025, dans le cadre du système d'achat dynamique Cloud III. Pour y participer, les fournisseurs devaient démontrer qu'aucun acteur extérieur à l'UE n'exerce de contrôle significatif sur leurs technologies ou services. Chaque dossier a ensuite été évalué selon huit critères couvrant les volets stratégique, juridique, opérationnel, environnemental, mais aussi la sécurité et la conformité au droit européen.

Quatre consortiums ont finalement été retenus pour fournir le cloud de plus de 40 agences européennes. Il s'agit de Post Telecom, avec Clever Cloud et OVHcloud ; StackIT ; Scaleway (du groupe Iliad, de Xavier Niel), et Proximus accompagné de S3NS, Clarence et Mistral. Plutôt que de tout confier à un seul prestataire, ce qui créerait une dépendance risquée, comme si vous n'aviez qu'un seul fournisseur d'électricité pour tout un pays, la Commission a délibérément réparti le contrat entre quatre acteurs. L'objectif est donc de ne jamais se retrouver pieds et poings liés si l'un d'eux venait à défaillir.

La carte d'identité de ces lauréats est intéressante, et fera sourire les plus chauvins d'entre nous. Cinq des neuf acteurs impliqués sont français. OVHcloud, Scaleway, Clever Cloud, Mistral et S3NS (filiale de Thales et de Google Cloud). À leurs côtés, l'Allemand StackIT (groupe Schwarz, celui de Lidl), les Luxembourgeois Post Telecom et Clarence, ainsi que le Belge Proximus complètent un tableau résolument ancré dans l'Europe. « Ensemble, nous avons fait un travail de col-



laboration d'un nouveau genre qu'on espère voir plus souvent en Europe. Excellent travail commun ! Bravo », a réagi Octave Klabo, le fondateur d'OVHcloud.

Un contrat souverain avec Google sous le capot, la Commission l'assume et explique

Le choix qui fait le plus parler reste celui de S3NS, intégrée dans le groupement de Proximus. S3NS est une société contrôlée par le géant de la défense Thales, mais dont la technologie dépend de Google Cloud. « Société de droit français, entièrement contrôlée par Thales, a construit une architecture qui isole totalement les données sensibles de toute ingérence étrangère. Chaque technologie Google sollicitée transite par une zone de quarantaine où les équipes françaises l'analysent, la valident, puis l'intègrent dans un environnement administré exclusivement depuis l'Hexagone », comme nous l'expliquions récemment sur Clubic. La Commission européenne ne s'en cache pas et assume l'apparente contradiction. Des solutions non européennes peuvent atteindre le niveau requis, précise-t-elle, « dans

un cadre strict et approprié ». Et ce contrat va au-delà du simple achat de services informatiques. En fixant des critères de souveraineté aussi stricts, la Commission envoie un message à toute l'industrie tech. Si vous voulez décrocher des marchés publics européens, voici les standards auxquels vous devez vous conformer, en gros. Une façon d'imposer par l'argent public ce que la réglementation seule peine parfois à obtenir. Et Bruxelles se félicite du résultat, puisque le succès de l'appel d'offres « met en évidence la grande qualité des prestataires européens ».

Ce qui est intéressant également, c'est qu'il ne s'agit que d'une première pierre. Le règlement sur le développement de l'informatique en nuage et de l'IA (CADA) est en préparation. Il devra harmoniser la définition même de la souveraineté cloud à l'échelle du marché unique européen, tout en facilitant l'accès à ces marchés pour un plus grand nombre de fournisseurs. En parallèle, la Commission finalise une version actualisée de son cadre de souveraineté, avec des critères réutilisables par d'autres entités publiques. Le chantier est ouvert.

POUR PROMOUVOIR SES ENTREPRISES

Elon Musk s'est mué en fervent défenseur du revenu universel

Elon Musk persiste et signe. Selon lui, l'intelligence artificielle (IA) et la robotique vont produire tellement que le gouvernement sera en mesure de verser un « revenu universel élevé » aux citoyens. Vraiment ? C'est, comme à l'accoutumée, sur X.com que l'homme le plus riche du monde a étayé son idée : « Un revenu élevé universel, via des chèques émis par le gouvernement fédéral, est le meilleur moyen de faire face au chômage causé par l'IA. L'IA et la robotique produiront des biens et des services en quantité bien supérieure à l'augmentation de la masse monétaire, il n'y aura donc pas d'inflation ».

Abondance technologique infinie

Ce n'est pas la première fois qu'il fait une telle sortie. En novembre dernier, le patron Tesla assurait que son humanoïde Optimus deviendrait « le plus important produit de tous les temps ». « Optimus éliminera réellement la pauvreté. Il offrira aux gens des soins médicaux incroyables. Optimus sera finalement meilleur que le meilleur chirurgien humain, avec un niveau de précision impossible à atteindre, qui dépasse les capacités humaines », lançait-il devant une foule d'actionnaires enthousiastes. Il a réitéré le mois suivant, en expliquant que le développement rapide de l'IA et de la robotique devrait entraîner un gain de productivité tellement exceptionnel que la richesse nationale exploserait. Cette richesse se mettrait alors à croître beaucoup plus rapidement que les déficits, ce qui rendrait au fur et à mesure du temps la dette beaucoup plus soutenable. Concrètement, Musk parie sur une déflation technologique radicale : si des robots comme Optimus peuvent construire des maisons, cultiver la terre et opérer des patients sans relâche (et sans salaire), le coût marginal de ces services tombe presque à zéro. Et donc, si l'offre de biens devient virtuellement infinie grâce à l'automatisation, distribuer de l'argent aux citoyens ne ferait pas grimper les prix, car il y aurait toujours plus de produits que de demande. En somme, une économie d'abondance où la rareté, moteur habituel de l'inflation, disparaîtrait.

Une prédiction très optimiste dans le climat actuel

Mais dans le contexte actuel, ce scénario semble totalement déconnecté des structures économiques réelles. Car les États-Unis et la plupart des grandes puissances croulent sous des dettes records. Verser un revenu élevé nécessiterait de mobiliser des sommes qui dépassent de loin les budgets nationaux actuels, avant même que les gains de productivité de l'IA ne soient fiscalisés. De même, le système actuel repose sur les cotisations liées au travail humain ; sans une réforme fiscale mondiale taxant massivement les robots, le financement de ces « chèques fédéraux » provoquerait une explosion immédiate du déficit bien avant que l'abondance promise ne se concrétise. Surtout, Musk oublie une variable majeure : l'accès à certaines ressources. Si l'IA peut produire des millions d'objets, elle ne peut pas multiplier la surface de terrain disponible dans les centres urbains ou la quantité de métaux rares nécessaires aux robots eux-mêmes. Bien sûr, on imagine que le milliardaire s'imaginerait déjà exploiter des data centers orbitaux et des ressources spatiales. Mais cette vision semble extrêmement futuriste, et intervient alors que SpaceX (et donc xAI), s'apprête à réaliser l'entrée en Bourse la plus importante de l'Histoire. Et on le sait, l'entrepreneur est un habitué des prédictions TRÈS optimistes.

TSMC en rade sur le 2 nm, tous les futurs smartphones haut de gamme n'auront pas droit aux meilleures puces

Le géant taïwanais fait face à une demande trop importante pour ses capacités actuelles de production de puces gravées à 2 nm. Résultat, les fabricants de smartphone vont devoir faire un choix difficile. Les meilleurs puces aujourd'hui sont gravées en 2 nanomètres. Un procédé de gravure qui est encore en plein perfectionnement,

et sur lequel les géants du secteur ont du mal, même jusqu'à Samsung. TSMC apparaît dans ce domaine comme clairement le plus en pointe, avec les techniques les plus efficaces. Et pourtant même le Taïwanais est loin d'être optimal sur cette question, au point d'obliger les fabricants de smartphone à des arbitrages douloureux.

TSMC a encore des problèmes de productivité pour les puces à 2 nm

TSMC jouit clairement d'une grosse avance dans le secteur du 2 nm, avec un yield (rendement) bien au-dessus de celui de Samsung et des autres concurrents. Pour autant, au vu de l'immense demande qui est faite au fondeur taïwanais, ce rendement est encore insuffisant. C'est ce que confirme le leaker Digital Chat Station, qui vient de poster un nouveau message très informatif sur la plateforme chinoise Weibo. Il y a expliqué que le rendement pour la production des nouvelles puces de smartphones est « insuffisant », ce qui va avoir un impact rapidement dans le domaine des téléphones. Les constructeurs vont devoir réserver leurs puces les plus

puissantes à la meilleure version de leurs futurs smartphones haut de gamme. En effet, toujours selon le même message, cette insuffisance, couplée avec la pénurie de RAM qui fait exploser les prix des composants mémoires, va obliger les constructeurs de smartphone à faire un choix. Le leaker explique ainsi que les prochains grands smartphones haut de gamme n'auront pas tous droit à une puce dernier cri. « Ce ne sont pas seulement les nouveaux modèles récents, mais aussi les modèles haut de gamme de fin d'année qui seront répartis en différentes catégories. Chez plusieurs fabricants, seuls les modèles de type Pro Max pourront bénéficier d'un SoC haut de gamme à pleine puissance » affirme-t-il. Le public laisserait-il passer ce genre de réorganisation dans les smartphones haut de gamme ?

Publicité

وصل استلام التبليغ بتغيير الهيئة التنفيذية

طبقاً لأحكام المادة 18 من القانون رقم 06-12 المؤرخ في 18 صفر 1433 الموافق لـ 12 فبراير 2012 المتعلق بالجمعيات، وبناءً على إرسال وإلى ولاية البلدية (مندوبية الأمن) رقم 274 المؤرخ في 2026/04/14 وإرسال السيد مدير الشؤون الدينية والأوقاف للولاية رقم 154 المؤرخ في 2026/01/21، تم هذا اليوم: 2026/04/15 استلام مذكرة التعديلات المتعلقة بتغيير تشكيلة الهيئة التنفيذية للجمعية البلدية ذات طابع ديني-المسماة "الجمعية الدينية لمسجد لخضر فيلاي بوقرة".

المسجلة تحت رقم : 138 بتاريخ: 1985/08/26

المقر: مقصورة المسجد المركزي لخضر فيلاي بوقرة

يتأسها السيد: جطو أبو بكر

المولود بتاريخ: 1983/03/14 ب بوقرة -البلدية-

Les Enjeux Eco: 19/04/2026

La seule voiture électrique de Honda bientôt retirée du catalogue ?



Même si Honda est conscient de sa position confidentielle en Europe, il n'empêche que son premier SUV électrique urbain aurait pu obtenir un meilleur score en France et en Europe. A peine trois ans après son arrivée en France, l'e:Ny1 pourrait bien déjà disparaître du catalogue. Le constructeur nous a apporté quelques précisions, alors que ! Pour illustrer à quel point la marque Honda a du mal chez nous pour l'instant avec les modèles électriques, voilà une statistique éloquent : en France, il s'est quasiment vendu autant de Honda e:Ny1 en 2025 que... de Lamborghini Urus. 125 Urus, 163 e:Ny1, soit quasiment le tiers du résultat de 2024 pour le SUV japonais. La Honda E n'avait guère fait mieux en son temps, signe que la stratégie de Honda n'est peut-être pas encore adaptée. En dehors d'une présence très éparse de la marque sur le territoire, c'est aussi une problématique de prix et de caractéristiques techniques dans la moyenne, sans étincelles.

Honda avait cassé les prix

Le constructeur japonais avait vite compris que le marché des SUV urbains électriques prenait un nouveau virage : plus de modèles, et des modèles surtout de moins en moins chers. Sans compter sur les remises XXL pratiquées par certaines marques sur le segment supérieur (Cupra Born, Toyota bZ4X...). De ce fait, Honda avait littéralement cassé les prix de son e:Ny1 en 2024 avec un premier prix à 32 900 €, soit 12 800 € d'avantage. Même si le SUV nippon n'avait pas droit au bonus du fait de sa production chinoise, cela restait alors intéressant. Mais la remise n'aura pas duré, puisque le ticket d'entrée du e:Ny1 est aujourd'hui à plus de 45 000 €. C'est très cher, pour une batterie de 68 kWh pourtant confortable mais qui ne donne que 412 km d'autonomie. Moins qu'une Renault 5 dotée d'une pile de 52 kWh.

La fin pour le SUV électrique Honda ?

L'e:Ny1 est aujourd'hui le seul modèle électrique chez Honda en Europe. En France, il est encore disponible au configurateur mais Honda nous confirme qu'ils ne sont plus approvisionnés. Les dernières ventes se feront donc sur les stocks encore disponibles. Outre-Manche, nos confrères d'Autocar confirment la fin définitive du modèle chez eux. Pour l'heure, Honda se concentre sur une refonte de ses propositions électriques, et la première arrivée se fera au Royaume-Uni avec la kei car Super-N qui sera commercialisée dès cet été au Royaume-Uni seulement, où il n'y a pas besoin d'adapter le volant qui reste à droite, comme au Japon. Pour l'heure, Honda nous affirme qu'il n'est pas prévu de commercialisation pour cette petite électrique à moindre coût en Europe. Mais au regard du besoin d'électrification de tous les constructeurs pour respecter les valeurs imposées par Bruxelles, Honda n'aura d'autres choix tôt ou tard que de relancer une offensive électrique chez nous. Mais rappelons quand même que Honda s'est engagé à arrêter les moteurs à combustion automobiles à partir de 2040, avec de lourds investissements à la clé. En attendant, le constructeur a préféré calmer le jeu pour se poser et repenser à une nouvelle lignée d'électriques qui, on l'espère pour eux,

AUDI CORRIGE UN OUBLI

La meilleure vente mondiale va avoir droit à sa version RS !

Entre l'Audi RS Q3 et l'Audi RS Q8, l'Audi Q5 rongait son frein depuis près de 20 ans. Au mieux le SUV de cœur de gamme pouvait prétendre à un SQ5 en essence mais surtout en diesel chez nous, mais jamais à une tonitrueuse variante RS Q5. Ce sera prochainement chose faite, il fallait juste patienter, le temps d'avoir la bonne recette sous le capot. La technologie conciliant forte puissance et efficacité afin de montrer patte blanche en matière d'émissions polluante.

Il aura fallu attendre que les planètes soient enfin alignées pour que cette lacune soit comblée dans la gamme Audi ! En effet, les deux premières générations du SUV Audi Q5, commercialisée respectivement de 2008 à 2017 puis de 2017 à 2024, n'ont jamais déclinées sous la forme d'un RS Q5. Alors que son petit frère Audi Q3 en a bénéficié dès le départ !

La troisième mouture du Q5 présentée en septembre 2024 puis commercialisée dans la foulée en octobre aura à son tour ce privilège. Des prototypes ont été débusqués en Allemagne non loin de sites industriels de la marque aux anneaux.

Quel sera le moteur du futur Audi RS Q5 ?

Jusqu'alors, l'Audi Q5 le plus affûté fut l'Audi SQ5. Ce dernier embarquait chez nous avec une motorisation diesel 3.0 TDI bi-turbo forte de 313 ch sur la première génération laquelle est passée à 347 ch sur la seconde mouture. Tandis qu'outre Atlantique, afin de ne pas enfoncer le couteau dans la plaie à la suite du dieselgate, l'Audi SQ5 TFSI local bénéficiait d'un moteur V6 3.0 essence revendiquant une puissance de 354 ch. Logiquement le futur Audi RSQ5 visera



plus haut avec une motorisation qui mettra tout le monde d'accord quelque soit le continent ciblé. Il disposera de la technologie tout juste introduite sur l'Audi RS5 à savoir une motorisation hybride reposant sur un V6 2.9 biturbo distillant 510 ch associé à une machine électrique offrant 177 ch de plus. Le tout revendiquant 639 ch pour une valeur de couple de 825 Nm. Une cavalerie plus que respectable sachant qu'actuellement le plus vélocé des Audi Q5 de troisième génération n'est autre que l'hybride rechargeable (e-hybrid) disposant de 367 ch.

Quel malus pour le futur Audi RS Q5 ?

Un choix indispensable pour éviter chez nous le malus CO2 de 80 000 € qui plombe les modèles purement thermiques. En revanche, l'Audi RS Q5 ne pourra pas échapper au malus au poids. A titre indicatif, l'Audi RS5 accusant 2 355 kg en berline et 2 370 kg en break écope respectivement de 12 680 et 13 130 €. A motorisation équivalente, l'Audi Q5 est 85 kg plus lourd que l'Audi A5 avant.

Audi RSQ5, un SUV paré pour le drift ?

Ainsi paré, l'Audi RS Q5 sera en mesure d'expédier l'exercice du 0 à 100 km/h en 3,7 secondes environ, avec une vitesse de pointe de 285 km/h et d'offrir à son pilote un tempérament aussi joueur que celui de la nouvelle RS5. A condition qu'il embarque le nouveau différentiel central de cette dernière technologie contribuant à éliminer le sous-virage, ainsi qu'un essieu arrière à vecteur de couple électromécanique. Et tant qu'à faire, pourquoi pas le mode drift RS Torque Rear de la berline et le bouton boost qui offre la puissance maximale pendant 10 secondes ?



Toyota Yaris Cross – Petit coup de jeune

Le Toyota Yaris Cross évolue en 2026 avec un design revu, un habitacle modernisé et une gamme hybride inchangée. Le best-seller de Toyota en Europe peaufine sa formule. Depuis son lancement en 2021, le Toyota Yaris Cross s'est imposé comme un pilier du segment B-SUV. En 2025, il s'est écoulé à plus de 200.000 exemplaires en Europe, devenant le modèle le plus vendu de Toyota sur le continent. En Belgique, il s'est également hissé au rang de numéro un des ventes de la marque. Le restylage du Yaris Cross 2026 se concentre sur la face avant. La calandre adopte un nouveau motif en nid d'abeille, désormais intégrée dans la teinte carrosserie pour un rendu plus homogène.

Les optiques LED ont été redessinées avec des feux de jour intégrés, tandis que la partie inférieure noire et les arches de roues marquées conservent l'identité SUV du modèle. De nouvelles jantes de 17 et 18 pouces apparaissent selon les finitions, accompagnées de deux teintes inédites, dont un Bronze Precious proposé en bi-ton. L'habitacle évolue par touches. Une finition couleur platine apparaît sur les contre-portes et la planche de bord, renforçant la perception qualitative. Les sièges gagnent en maintien sur les versions Executive, tandis que la finition Style introduit un revêtement partiellement en matière synthétique SakuraTouch®, intégrant des matériaux recyclés et biosourcés. L'équipement progresse égale-



ment avec éclairage d'ambiance, recharge sans fil et hayon électrique selon les versions. La variante GR Sport se distingue par un bouclier spécifique, des jantes de 18 pouces dédiées et une présentation plus affirmée. À bord, elle reçoit des sièges sport avec surpiqûres rouges et inserts spécifiques, ainsi qu'un réglage de suspension revu et un paramétrage de la direction recalibré pour un comportement plus

incisif. Cette version est exclusivement associée à la motorisation Hybrid 130.

La gamme conserve deux groupes motopropulseurs hybrides :

- Le Hybrid 130 développe 130 ch et 185 Nm, avec un 0 à 100 km/h en 10,7 s. Il annonce une consommation de 4,5 à 5,2 l/100 km et des émissions de 101 à 116 g/km de CO₂.
- Le Hybrid 115, limité à certaines finitions, affiche 116 ch et 141 Nm. Sa consommation varie entre 4,5 et 5,1 l/100 km, pour des émissions de 101 à 115 g/km.

vec ce restylage, le Yaris Cross ne change pas de philosophie. Toyota affine un produit déjà bien installé, sans bouleverser un équilibre qui continue de faire recette en Europe.

Mots fléchés

Région française		Bête de somme dans le désert		Transgres-sèrent		Pic de Pyrénées		Vin blanc mousseux italien		Ne rien faire		Soudard	
Femelles stériles						Marque						On le donne en musique	
										Bière anglaise			
										Mésaventure			
Excitatrice		Il y celle du pouvoir		Commune de Haute-Garonne				Pesai					
								Recréer ce qui n'existe plus					
												Séances extraordinaires	
Salut romain				Cri pour invoquer Dionysos				Souverain hongrois					
Agricole				Espèce de bugle				African-Union					
							Helvétie						
							Connu						
Récente						Lieux pour sportifs							Habitations sommaires
Ville du Maroc						Néon							
			Sentiment de lassitude					Prénom masculin					
			Auteur de rumeurs					Parties de cheminées					
Celui qui agit	Idiote					Écorce de chêne				Genre de société			
	Officier supérieur					Lèvre épaisse inférieure				Flots			
					Grain de beauté	Bataillées							
Ni dieu, ni maître		Affligées	Convoiter							Enzyme			
			Soleil divin							Héroïque			
				Familles de primates		Pressenti						Ville de Mayenne	
Exposé pour la vente						Colère ancienne		Un ländler allemand					Quand il est de pique c'est un croupion
Adresse			Lavabo						Oiseau grimpeur		Coups sur un tambour		
											Porteur de rameaux		
Argon			Il y a celui du son				Austère	Aides du matador					
Rabat-teuses			Trou normand										
								Chaton de fleur					Actrice italo-brésilienne
								Comme au premier jour					
Ne peut plus se déplacer aux échecs	Certain				Ceinture jaune	Petit récipient pour les écoliers d'autrefois							
	Certificat												
			A vu pis			Regardé			Électron-volt			Transpira	
						Nouveau congé							
Illustre								Tira du liquide					
Amérindien								Dedans					
			Salpêtre							Veuf			
Dieu celte					Essayerai								

ACCIDENTS DE LA ROUTE

8 morts et 394 blessés en 48 heures

Huit (8) personnes ont trouvé la mort et 394 autres ont été blessées dans des accidents de la route survenus ces dernières 48 heures à travers plusieurs wilayas, indique samedi un bilan de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Tébessa, avec 3 morts et 2 blessés suite à deux accidents de la route.



UNION AFRICAINE DE
RADIODIFFUSION

L'Algérie conserve le
poste de premier
vice-président

L'Algérie a conservé le poste de premier vice-président de l'Union africaine de radiodiffusion, a indiqué vendredi soir l'Union sur son site internet. Cette décision intervient après la reconduction de l'Algérie à l'unanimité par le Conseil exécutif de l'Union, lors de ses réunions tenues vendredi soir dans la capitale gambienne, Banjul. Ce renouvellement unanime est une reconnaissance du rôle actif que joue l'Algérie au sein des structures de l'Union, ainsi que de sa contribution continue au soutien du travail médiatique africain et au renforcement de la coordination entre les institutions de diffusion du continent. Au cours des travaux du Conseil exécutif et de l'Assemblée générale de l'Union, l'Algérie a fortement défendu les principes fondamentaux sur lesquels a été fondée l'Union africaine de radiodiffusion, et a réaffirmé son engagement permanent à soutenir l'Union, notamment le centre d'échange d'informations et de programmes situé dans la capitale Alger.

PROTECTION CIVILE

Reclassification de
l'équipe algérienne de
recherche et de sauvetage
en milieu urbain aux
normes internationales

L'équipe de recherche et de sauvetage en milieu urbain de la Protection civile algérienne a été officiellement reclassifiée, conformément aux normes internationales du Groupe consultatif international de recherche et de sauvetage (INSARAG), relevant des Nations Unies, indique samedi un communiqué de la Protection civile. "Dans un nouvel exploit venant enrichir le palmarès de la Protection civile algérienne dans les domaines de l'action humanitaire et de la réponse aux catastrophes, l'équipe algérienne de recherche et de sauvetage en milieu urbain a été officiellement reclassifiée, conformément au certificat de reconnaissance et de conformité internationale délivré par l'INSARAG, organisme consultatif relevant des Nations Unies, spécialisé dans la coordination des efforts de recherche et de sauvetage à travers le monde", précise la même source.

CNESE

Tenue de la deuxième session de l'AGO
pour l'année 2026

L'Assemblée générale ordinaire (AGO) du Conseil national économique, social et environnemental (CNESE) a tenu, samedi à Alger, sa deuxième session de l'année 2026, sous la présidence de M. Mohamed Boukhari, président du Conseil. L'ordre du jour a été consacré à l'examen de rapports et d'études portant sur les domaines des finances, de la jeunesse et de la communauté nationale à l'étranger. La session s'est déroulée au Centre internationale des conférences Abdelatif-Rahal (CIC, Alger), en présence de conseillers auprès du président de la République, de membres du gouvernement, de représentants d'instances nationales ainsi que de membres des deux chambres du Parlement. Les travaux ont porté sur la présentation, la discussion et l'adoption de deux rapports relatifs aux "infractions de change et les procédures de transfert" et aux "répercussions de l'accès des enfants et des jeunes à des contenus inappropriés sur internet", élaborés par les commissions permanentes concernées. Un projet d'étude relatif à la mise en place d'une plateforme numérique pour le réseau des compétences médicales des professionnels algériens établis à l'étranger a été également présenté à cette occasion. Le premier rapport propose une étude approfondie des infractions de change et des procédures de transfert, visant à protéger l'économie nationale et à garantir la transparence des flux financiers. Il comprend une série de recommandations stratégiques fondées sur des approches globales, notamment la mise à jour du cadre législatif, l'accompagnement des opérateurs du commerce extérieur, le renforcement durable

de l'équilibre macroéconomique, ainsi que la consolidation du rôle des banques dans le dispositif de contrôle, compte tenu de leur position centrale dans la prévention des infractions de change. Le deuxième rapport vise à "identifier les moyens à même de faire face aux défis imposés par le développement numérique ultra-rapide, dans un contexte de mondialisation culturelle et technologique envahissante", ce qui impose "d'œuvrer à la formation d'une génération éclairée, consciente et apte à relever ces défis à travers la mise en place de mécanismes et de dispositifs préventifs adéquats". Par ailleurs, le projet d'étude relatif à la mise en place d'une plateforme numérique du réseau des compétences médicales des professionnels algériens établis à l'étranger, tend à mettre à disposition une base de données actualisée, à même de soutenir la prise de décision en matière de santé et à créer un lien permanent avec les médecins et les chercheurs algériens à travers le monde. L'ordre du jour de la session a également porté sur l'étude de la faisabilité de la proposition d'amendement de certaines dispositions du décret présidentiel 21-37 portant composition et fonctionnement du CNESE, en vue de le doter des instruments juridiques et organisationnels nécessaires à l'amélioration de ses performances. La tenue de cette session intervient dans le cadre des missions constitutionnelles du Conseil, en tant qu'organe consultatif contribuant à la prise de décision publique et à l'instauration d'une dynamique fondée sur des bases concertées, à travers l'élaboration d'études et de rapports à caractère analytique et stratégique, en réponse aux saisines des au-

torités publiques, selon les explications fournies. Dans une allocution prononcée à cette occasion, M. Boukhari a précisé que le CNESE œuvre conformément à un programme traduisant une culture institutionnelle en adéquation avec la vision stratégique du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, fondée sur le recours au savoir et sur la complémentarité entre les institutions. Concernant les présentations incluses dans cette session, il a souligné l'importance du premier rapport, étant donné que les infractions de change "constituent une menace structurelle qui porte atteinte à l'intégrité de l'économie nationale", exprimant ses remerciements à la commission qui l'a élaboré vu "la qualité des recommandations ainsi que le plan d'action qui en a découlé, sur la base d'une analyse approfondie et d'une étude comparative couvrant 12 pays". S'agissant du second rapport, M. Boukhari indiqué que la régulation des flux informationnels auxquels sont exposés les jeunes, "n'est pas seulement une question de régulation technologique, mais relève d'une approche globale, élaborée par une commission sous formes de recommandations et d'un plan d'action fondé sur la méthodologie rigoureuse, avec la consultation des acteurs institutionnels et communautaires". Quant au projet d'étude relatif à la mise en place d'une plateforme numérique du réseau des compétences médicales algériennes résidant à l'étranger, le président du Conseil a salué cette initiative qui "constitue une opportunité de rapprocher les membres de la diaspora de leur patrie, et de leur permettre de contribuer aux efforts du développement national".

TRANSPORT

Le Métro d'Alger lance le ticket électronique

La société d'Exploitation du Métro d'Alger "SEMA" a annoncé le lancement d'une nouvelle application numérique permettant aux voyageurs d'acquies des tickets électroniques, et ce dans les cadre des efforts visant à moderniser les services de trans-

ports public et à faciliter le déplacement des usagers. Disponible via l'application "El Metro", ce service permettra aux usagers d'acheter les tickets "rapidement, facilement et en toute sécurité", sans avoir à se déplacer vers les guichets de vente, a précisé SEMA sur ses

pages sur les réseaux sociaux. En pratique, l'application permet à l'utilisateur de payer le montant des tickets ou des abonnements par carte interbancaire (CIB) ou par carte "Edahabia", avant de télécharger le ticket électronique comprenant un code QR (QR Code) sur

le Smartphone. A l'entrée à la station du métro, il suffit au voyageur de scanner le code QR au lecteur installé au niveau des portillons d'accès pour en vérifier la validité, facilitant ainsi le passage.

VENTE DES MOUTONS IMPORTÉS POUR L'AÏD EL-ADHA 2026

Lancement de l'opération de réservation sur la plateforme « adhahi.dz »

Dans le cadre des préparatifs en cours visant à assurer le bon déroulement de l'opération de distribution du bétail importé à l'occasion de l'Aïd El-Adha 2026, le ministère de l'Agriculture, a annoncé le lancement officiel de l'opération de réservation et de vente. Dans un communiqué rendu public hier, le ministère a

précisé que l'opération s'effectue exclusivement via la plateforme numérique dédiée "adhahi.dz", précisant qu'aucun autre canal de vente en dehors de cette plateforme ne sera pris en compte. Dans le but de faciliter l'accès des citoyens et d'encourager l'utilisation des moyens de paiement modernes, les prix de vente ont été fixés

comme suit : "50 000 DA en cas de paiement en espèces; 49 000 DA via les terminaux de paiement électronique (TPE) et 48 000 DA en cas de paiement en ligne". Cette initiative vise à garantir la transparence, une organisation optimale et la mise à disposition des moutons dans les meilleures conditions pour l'ensemble des citoyens.

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE ET CYBERSÉCURITÉ

Lancement du premier cluster de startups en Algérie

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, M. Kamel Baddari, en compagnie du ministre de l'Économie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, M. Nouredine Ouadah, et du ministre de la Poste et des Télécommunications, M. Sid Ali Zerrouki, a présidé, hier au Pôle scientifique et technologique "Chahid Abdelhafid Ihaddaden de Sidi Abdellah, le lancement du premier cluster de startups en Algérie dans les domaines de l'intelligence artificielle et de la cybersécurité. Cet événement constitue une étape qualitative

dans le processus de construction d'un écosystème national intégré de l'innovation. Il illustre la nouvelle orientation de l'État visant à structurer le tissu entrepreneurial innovant à travers des mécanismes de regroupement (clusters), de nature à renforcer la compétitivité des startups et à accroître leur capacité à créer de la valeur. Le lancement de ce cluster s'inscrit également dans la mise en œuvre des dispositions du décret interministériel fixant les modalités de création et d'organisation des regroupements de startups, et dans le cadre du renforcement

de la synergie entre l'université, la recherche scientifique et l'entreprise économique. Cette démarche vise à accélérer la transformation des projets innovants en entreprises à fort impact, tout en ouvrant une nouvelle phase de coopération entre les différents acteurs de l'écosystème de l'innovation. Dans son allocution à cette occasion, le ministre Nouredine Ouadah a indiqué que les secteurs ministériels travaillent selon un plan d'action visant à faire des pôles universitaires un levier de création de richesse contribuant à l'économie nouvelle fondée sur le savoir, en

plus de leur rôle en tant que source de science et de technologie. Cette démarche a conduit au lancement du premier cluster de startups dans la capitale, avec une perspective d'extension de l'expérience à d'autres wilayas. Concernant l'intelligence artificielle, le ministre a appelé à une mobilisation conjointe entre les départements ministériels et le secteur économique, tout en impliquant la communauté nationale à l'étranger, soulignant qu'elle constitue désormais un enjeu stratégique pour les États.